

LA  
REVUE  
DE LA  
PRESSE  
PARAISANT TOUS  
LES JEUDIS  
C



## *A nos Abonnés et Lecteurs*

*L'œuvre de documentation que nous présentons au public a pour but de lui faire connaître l'opinion qui se manifeste dans les pays les plus importants de l'Europe, par la voie des journaux.*

*Il est, croyons-nous, utile à chacun de connaître exactement les pensées de ses amis et de ses ennemis.*

*Notre journal se renseignera d'une façon scrupuleusement exacte sur les sources des articles qu'il reproduira en tout ou partie.*

L'ÉDITEUR:

*Société Anonyme d'Éditions  
pour la Suisse et l'Étranger*

## **A NOS LECTEURS**

De plaintes nombreuses relatives aux difficultés de se procurer les exemplaires de LA REVUE DE LA PRESSE — se vendant en SUISSE à VINGT-CINQ CENTIMES l'exemplaire — nous arrivent journellement. Des abonnements de 1 mois (1 fr. en timbres-poste) leur donnent toute facilité de la recevoir rapidement. Des exemplaires sont également vendus par numéro au siège social, 3, rue Merle-d'Aubigné, Eaux-Vives, à 48 heures de date de leur parution.



# La Revue de la Presse

PARAISANT TOUS LES JEUDIS

## ABONNEMENTS

(payables en monnaie suisse)

Suisse . . . . . par semestre Fr. **4.50**  
Etranger . . . . . » » **5.50**

L'Administration décline toute responsabilité

quant aux insertions faites par le Service de la publicité.

## PRIX DU NUMÉRO

Suisse . . . . . **25** centimes  
Etranger . . . . . **30** »

1<sup>re</sup> Année

19 Avril 1917

N<sup>o</sup> 10

## FRANCE

*Le Journal.* — Sur la victoire des Anglais autour d'Arras. (Nous citerons des extraits sur l'avance française dans le prochain numéro).

Les Allemands s'attendaient, d'une façon générale, à être attaqués. Il n'en furent pas moins surpris. Ce phénomène s'est déjà produit dans d'autres batailles de cette guerre. Par l'effet de cette surprise initiale, nos alliés ont enlevé du premier coup des positions d'une importance si capitale qu'ils ont été eux-mêmes étonnés de les voir si peu défendues. C'est ce que dit en toutes lettres le correspondant du « Times », en parlant de la crête de Vimy, d'où l'on voit toute la plaine d'Arras. Un événement analogue s'est produit à l'est d'Arras. L'ennemi avait construit là, juste au sud de l'angle des voies ferrées vers Lens et vers Douai, un labyrinthe de tranchées extrêmement puissant, où nos alliés attendaient une forte résistance. Cette position a été enlevée et les troupes britanniques y ont fait en prisonniers la valeur d'un bataillon.

### Le Figaro:

L'argument principal, à vrai dire: l'unique argument, de Hindenburg pour expliquer son repli, c'était qu'il désorganisait l'offensive laborieusement montée par les Anglais et par nous; qu'il l'ajournait, la retardait de plusieurs semaines, de trois mois peut-être; et c'était la raison militaire du désert qu'il mettait entre nous et les Allemands, de l'inaccessible glaciais de mort...

Voici que ces pays ravagés, où il ne reste ni un village, ni une ferme, ni un bois, où les routes sont minées, où les ponts ont été coupés et, par ordre (nous avons les ordres écrits), les puits empoisonnés de fumiers, où nos hommes allaient donc mourir de faim et de froid, et les trains d'artillerie et les convois s'enliser dans d'insondables boues, — voici que ce glaciais a été traversé en quelques jours par les Anglais comme par nous, et que la ligne de Hindenburg a été atteinte, et que, sirigide qu'elle soit, forgée par Mime dans un antre, d'où le nom de Siegfried que lui ont donné les Allemands, elle a été crevée en plus d'un endroit, et que la pluie formidable de projectiles s'abat sur les nouvelles positions, ayant été poussée par le grand vent qui vient de l'ouest et du large; et que la bataille a été transportée de l'avant à l'arrière.

### La Petite République:

L'armée anglaise a, sur la nôtre, l'énorme avantage de ne pas être encombrée de traditions ou, si vous préférez, de routines. La nation dont elle est issue a éminemment le sens pratique. Elle regarde les situations face à face, dans le blanc des yeux. Et elle s'inspire, pour prendre des solutions, des seules lumières du bon sens.

C'est ainsi qu'elle ne s'est pas embarrassée de grandes conceptions stratégiques ou tactiques, et qu'elle s'est donné comme programme de « tuer les Boches ». Il n'y a pas longtemps qu'elle jetait sur le carreau 1500 fusiliers marins allemands, par une émission de gaz asphyxiants.

Des coups de canon, des coups de canon, des coups de canon! Et voilà comment elle a préparé ses attaques, sans se soucier de combinaisons savantes, de mystérieux agencements d'opérations. Le résultat a répondu par sa grandeur à la simplicité des moyens.

*La Guerre mondiale* croit les Turcs perdus à moins que la Russie ne signe la paix:

Il est évident que la situation du Croissant se trouverait modifiée du tout au tout si du jour au lendemain la paix se trouvait faite entre les quadrupliciens et la République russe. Mais faut-il conclure à une paix si prochaine des déclarations publiques échangées entre le gouvernement provisoire, le conseil des délégués ouvriers et soldats et la chancellerie dualiste? Etre d'accord sur les principes, c'est fort bien, renoncer réciproquement à toute annexion, c'est mieux encore. Mais le comte Czernin trouvera-t-il pareille modération chez son collègue de Berlin, qui n'ose pas ne pas tenir compte des exigences de ses partis de droite, du centre et même de gauche modérée? et qu'en sera-t-il exactement de la Pologne?

L'accord sur les termes sera difficile, et dans l'intervalle bien des influences peuvent s'exercer. Il est possible que, devant un congrès ouvrier et militaire non plus de Pétrograd seulement, mais de toute la Russie, comme il vient de se réunir, et qui se montre plus net que la capitale seule sur le chapitre de la défense nationale, le gouvernement provisoire s'encourage à des conditions pratiques plus dures qu'il ne semblait dans son manifeste. Quelle résultante pronostiquer de toutes ces missions socialistes étrangères, les unes pacifistes, les autres guerrières, qui ont en train de trailler en tout sens les décisions du peuple moscovite?

### L'Action française:

Qu'a promis en réalité Guillaume II? Rien. S'il avait voulu, loyalement, rompre avec le passé et reconnaître les droits de la nation, il aurait annoncé trois choses au moins: les députés prussiens seraient désormais nommés au suffrage universel, la Chambre des Seigneurs deviendrait élective et le nouveau régime serait institué sur-le-champ, par ordonnance royale, comme fut institué en 1849 le régime qu'il s'agit de remplacer. Mais on ne trouve rien de pareil dans le rescrit. A l'instant solennel où elle est obligée de prendre position, la dynastie se réfugie dans l'équivoque et tâche de sauver les privilèges. Cette déception-là aussi, le peuple allemand ne peut pas refuser de la voir.



Si la démocratie allemande doit jamais jouer un rôle dans l'histoire, si elle doit être, comme certains l'espèrent, un obstacle au militarisme prussien et une garantie de la future paix, l'heure est bien venue pour elle, n'est-ce pas, de prouver ce qu'elle est capable de faire. On regarde et que voit-on? On ne voit que des gens qui semblent occupés à se répéter entre eux la prudente consigne: « C'est le moment de nous montrer; cachons-nous! »

### Le Matin:

La question de l'indemnité étant mise à part, les alliés devront, « avant même de consentir à un armistice » imposer les conditions suivantes:

1<sup>o</sup> Les Austro-Allemands seront tenus de fournir et d'entretenir à leurs frais dans tous les pays dévastés — Belgique, Roumanie, Serbie, Monténégro, provinces françaises et russes — un nombre d'hommes suffisant pour niveler et défricher les terres, combler les tranchées, détruire les abris militaires, préparer les assolement pour semences et plantations.

2<sup>o</sup> Ils devront tirer de leur territoire la main-d'œuvre et les matériaux nécessaires pour reconstruire sans retard les maisons, bâtiments, édifices et monuments qui ont été détruits.

3<sup>o</sup> On exigera qu'ils fournissent « en nature » — ne craignons pas d'insister sur ce point — non seulement les objets de ménage et d'ameublement qui serviront à rétablir dans leur intégrité les foyers des populations qu'ils ont ruinées, mais encore et surtout le matériel agricole, ainsi que l'outillage neuf et perfectionné qui permettra à nos mines, à nos usines, à nos fabriques de reprendre bientôt un travail fructueux.

4<sup>o</sup> Les Austro-Allemands devront également par leurs propres moyens remettre en état d'exploitation toutes les mines qu'ils ont rendues inutilisables dans les pays envahis...

Pendant toute la durée des travaux qui seront entrepris à cet effet, les mines austro-allemandes, sur réquisition des gouvernements alliés, seront tenues d'abord de rembourser aux mines saccagées le prix des minerais exploités pendant la guerre par les ennemis, et ce aux prix pratiqués au cours de cette période; ensuite de fournir gratuitement à ces mêmes mines, jusqu'au jour où elles pourront reprendre leur exploitation normale, tout le minéral qui leur permettra de reprendre « immédiatement » leurs livraisons régulières en prenant pour base les chiffres d'exploitation de l'exercice qui a précédé la guerre.

5<sup>o</sup> Enfin les Austro-Allemands prendront à leur charge, tant au point de vue de la main-d'œuvre qu'au point de vue matériel, la réfection de toutes les lignes de chemin de fer qui auront été détruites.

Ainsi seront réglées les questions qui intéressent la construction, l'agriculture et l'industrie. On devra s'inspirer des mêmes principes pour la réparation de tous les autres dommages.

C'est ainsi, par exemple, que tous les navires de commerce coulés par des mines ou sous-marins devront être remplacés par des bâtiments d'un tonnage égal ou supérieur, choisis dans les flottes de commerce austro-allemandes.

C'est ainsi encore que les alliés devront se faire céder les stocks de matières amassées à l'étranger par nos ennemis en vue d'une reprise rapide du trafic international. Il faudra exiger de même la rétrocession de tous les marchés à livrer conclus dans le même but.

J'allais oublier nos forêts, dont il ne reste plus trace: perte irréparable! Du moins en exploitant à blanc celles de l'Allemagne, en puisant sans réserve dans les immenses richesses forestières de l'Autriche-Hongrie, nous saurons trouver tous les bois de construction qui seront nécessaires.

Il est bien entendu qu'il faudra exiger rigoureusement la restitution de tous les titres mobiliers volés ou détruits, ainsi que de tous les objets de valeur soigneusement démantés par les généraux, officiers et soldats allemands.

Enfin il me semble équitable que, par mesure de réciprocité, toutes les réquisitions en nature ou en argent imposées par les autorités allemandes aux villes qui ont été occupées militairement soient remboursées par des villes austro-allemandes spécialement choisies par les alliés.

N'est-il pas bon que, chez nos ennemis, des cités qui n'ont connu les horreurs de la guerre que par les échos d'une presse mensongère subissent à leur tour le contre-coup des violences commises à l'encontre de tant de populations innocentes?

### La Dépêche de Toulouse:

L'Allemagne prononce en ce moment contre la Russie une « offensive de paix », pour laquelle elle a mobilisé des bataillons de camarades socialistes et de journalistes. Cette manœuvre se précise maintenant et apparaît comme un effort unanime de tous les partis et groupements de la politique austro-allemande. C'est là, semble-t-il, un ultime espoir éveillé dans l'esprit du peuple par la Wilhelmstrasse et la Ballplatz.

La presse austro-allemande, qui jusqu'à présent était pleine d'hésitation et de divergences dans l'appréciation des événements de Russie, se compose aujourd'hui une attitude entièrement favorable à un rapprochement avec la Russie...

Les gouvernements centraux ont toujours tablé d'une façon semble-t-il excessive sur la naïveté et le manque de patriotisme des éléments russes de l'extrême gauche. Le dernier communiqué russe y fait allusion en ces termes:

« Un grand nombre d'officiers et soldats déserteurs de chez l'ennemi témoignent de l'espoir que les Allemands et les Autrichiens avaient de voir les organisations qui gèment les travaux du gouvernement provisoire en Russie causer l'anarchie et démoraliser l'armée russe. »

Cet espoir des Allemands et des Autrichiens a été fortement exagéré. Il n'est pas douteux que leur dernière manœuvre, dont le but réel ne tardera pas à apparaître aux yeux de tout le peuple russe, ne leur causera que de nouvelles déceptions.

### L'Action française:

Il y a longtemps que la presse austro-allemande expose qu'en Orient le nœud de la guerre se trouve dans les rapports russo-turcs. Ce point de vue n'est pas sans justesse, et il suffit de se rappeler que l'envoi de la mission Liman von Sander à Constantinople a été l'une des principales étapes par lesquelles l'Europe s'est acheminée au conflit de 1914. C'est pourquoi la presse austro-allemande insiste volontiers sur cette idée que si les choses se sont gâtées par la Turquie, c'est par la Turquie également que peut se faire un accord.

### La Victoire:

Déjà, Talaat-Pacha, le grand-vizir du gouvernement Jeune-Turc, c'est-à-dire son président du Conseil, dans une interview donnée au journal « Tanine », a salué la Révolution russe comme une amie et comme une sœur de la Révolution Jeune-Turque.

Depuis quelques semaines, les Turcs, très inquiets par l'avance des armées anglaises en Mésopotamie et en Syrie, réclament aux Allemands les divisions turques qu'ils leur ont prêtées et que l'état-major allemand a envoyées sur le front de Salonique, sur le front roumain et jusque sur le front russe.

La Turquie râle depuis plusieurs mois.

Le manifeste du prince Lvof ne peut pas ne pas avoir fait jaillir au cœur de ses dirigeants une lueur d'espérance.

Pour la première fois depuis 32 mois, on peut en être sûr, l'idée d'une paix séparée a germé dans les cervelles des dirigeants turcs.

Jamais je n'ai autant regretté qu'aujourd'hui que Briand ne soit plus aux Affaires étrangères.



*Le Temps:*

L'entrevue organisée à Stockholm entre un certain nombre de socialistes neutres, allemands, autrichiens et russes — ces derniers appartenant exclusivement à la plus extrême fraction des extrémistes — reçoit l'accueil qu'elle mérite. La présence de Scheidemann et d'Adler, dont l'impérialisme n'a perdu aucune occasion de s'affirmer, a projeté sur l'affaire une lumière impitoyable.

Il nous plaît de constater que les socialistes français sont des premiers à dénoncer le piège. Dans l'« Humanité » d'aujourd'hui, M. Renaudel écrit: « Quelle autorité va garder Scheidemann pour parler au nom du socialisme allemand? Il devient « plus que jamais » complice du gouvernement impérial. » Et rappelant l'évolution clairvoyante qui se dessine chez les socialistes russes, notre confrère conclut: « L'effort de Scheidemann, « agent d'empire », viendra se briser sur le roc. » L'unanimité de l'opinion française est, par conséquent, absolue, et il est bon de le constater avec quelque insistance.

Il est plus intéressant encore de noter la révolte du bon sens russe contre certaines excitations. De ces excitations, le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles sont singulièrement ignorantes de la réalité. De quelques-unes d'entre elles, il faudrait dire plus: car il est notoire que les agents allemands ont travaillé en Russie, et dans les milieux révolutionnaires et dans les milieux de la cour. Parmi les extrémistes pacifistes, il en est assurément qui se trompent de bonne foi. Mais il en est d'autres qui sont des Sturmer de révolution. Une rigoureuse vigilance s'impose donc, et ceux qui ont charge des destinées de la Russie seraient gravement coupables de tolérer des intrigues dont l'origine leur est connue.

Les dernières nouvelles arrivées de Pétrograde sont plus favorables d'ailleurs que les précédentes. Le vote de la motion Tseretelli-Romm au congrès des comités ouvriers et militaires est un premier symptôme, que l'on est heureux d'enregistrer. Cette motion, affirmant que, pour le peuple russe — comme d'ailleurs pour tous les autres peuples de l'Entente — le but de la guerre est l'établissement d'une paix basée sur la fraternité et l'égalité des nations libres, ajoutait: « Tant que ces conditions ne sont pas réalisées, tant que la guerre continue, la démocratie russe reconnaît que la désorganisation de l'armée et l'affaiblissement de sa combativité seraient un coup mortel à la cause de la liberté et aux intérêts vitaux du pays. » Ce texte, qui reproduit, mot pour mot, les idées que nous n'avons jamais cessé de défendre, a été adopté par 325 voix contre 55. Il est impossible de parler plus net et de prendre des engagements plus précis.

*L'Echo de Paris:*

D'abord le Brésil va saisir 46 navires allemands qui se trouvent dans ses ports. Leur tonnage total dépasse 240 mille tonnes. Ce n'est que la moitié du tonnage des bateaux que les Etats-Unis viennent de saisir chez eux. Mais au point de vue du ravitaillement, ces bateaux allemands des ports brésiliens constituent peut-être un appoint plus utile. Ce sont des unités plus petites, plus faciles à manier, plus faciles à défendre, qui disperseront mieux les risques. Enfin ils sont tous sur l'Atlantique, tandis que les bateaux allemands des Etats-Unis sont en partie sur le Pacifique.

Le commerce allemand va pleurer. C'est pour lui un désastre, cette rupture.

... C'est le travail de trente années qui s'écroule. Les Anglais et nous, nous avons maintenant toute facilité pour que le commerce allemand ne se relève jamais. Le problème se retrouve aujourd'hui posé sur une page blanche...

*Excelsior:*

Nous savons bien ce que l'Allemagne dira. La Bolivie, qui rompt avec elle en raison de la guerre sous-marine, ne

touche à l'Océan par aucun côté. C'est la Suisse du continent américain... Eh! bien, l'exemple qu'elle donne n'en est que plus frappant et d'autres pourront s'en inspirer.

*Paris-Midi:*

M. Millioukof est très aimé en Bulgarie pour la sympathie constante qu'il a manifestée à la cause bulgare. Il a jadis, lors de la fameuse campagne sur les atrocités de la dernière guerre balkanique, défendu les soldats bulgares d'avoir commis plus de crimes que les turcs ou les grecs, et à la Douma il a prononcé des discours nombreux où il a opposé une conception des affaires des Balkans, favorable à la Bulgarie, à ceux qui étaient acharnés à sa perte.

Or, selon les informations qui parviennent de différentes sources neutres, il semble que dans les milieux politiques de Bulgarie on veuille exiger du gouvernement des précisions sur ce qu'il compte faire vis-à-vis de la nouvelle Russie. A la Sobranié, le président du Conseil, M. Radoslavof, a fait une déclaration qui paraît lui avoir été dictée par les empires du centre, dans laquelle il prétend n'avoir que de bons rapports avec les Russes, mais les partis démocrates et agrariens ne sont pas disposés, à ce qu'on croit, à se contenter de ces aimables paroles.

La situation économique en Bulgarie est très grave. Le mécontentement populaire qui n'a d'ailleurs pas une forme turbulente, mais qui s'exprime par des discours des députés et les articles de journaux, est suscité par la rareté des vivres, la cherté de la vie, et surtout par la façon incorrecte dont les empires du centre ont agi, lors de la conquête roumaine, en approvisionnant avec une parcimonie révoltante la population bulgare qui maîque de tout.

Des orateurs nombreux, à la dernière séance de la Sobranié, ne se sont pas gênés pour critiquer en termes très vifs les alliés du pays qui l'ont mal nourri, malgré leurs promesses, et qui emploient les troupes bulgares à de dures besognes, sur des fronts éloignés, réclamant d'elles des sacrifices disproportionnés à leur nombre.

Evidemment, il ne faut point se hâter de conclure, dit la « Tribuna », que des troubles plus sérieux pourraient se produire, mais il est incontestable que l'opposition trouve dans tous ces reproches un terrain favorable à sa lutte contre le gouvernement.

L'ailleurs, fait significatif, la propagande allemande, qui multipliait les notes dans les journaux bulgares, se fait depuis quelque temps plus modeste. A-t-elle craint qu'on se lassât d'elle?

*Le New-York Herald:*

Les journaux retentissent depuis deux jours du bruit des émeutes en Allemagne et des désordres en Bulgarie. Qu'on nous permette une expression familière: « Nous ne marchons pas! » Pourquoi? Parce que ces émeutes se reproduisent avec une régularité qui nous semble suspecte, et qu'on les annonce toujours avant de lancer de nouvelles propositions de paix que l'on dément le lendemain. La « machine à énerver l'opinion européenne » fonctionne à plein rendement; il faut avouer que c'est du beau travail! Comptez plutôt: vous avez d'abord « la scission socialiste allemande », les socialistes minoritaires se séparent des majoritaires et fondent un « parti socialiste indépendant », comme si, en Allemagne, quelqu'un pouvait s'affranchir de la dépendance générale!... Mais il faut créer un lien avec les minoritaires français et russes. Nous n'accusons pas les minoritaires allemands de complicité avec le gouvernement impérial; des gens de bonne foi peuvent être menés à leur insu par des agents habiles; cela s'est vu! Le Scheidemann — qui sera bientôt Von Scheidemann — avait organisé la Sozialdemokratie au bénéfice de l'empereur Guillaume. Il est l'envoyé officiel de l'Allemagne dans les pays scandinaves, où il s'efforce de reconstituer cette Internationale, dont le kaiser attendait un secours efficace. Les socialistes alliés, mobilisés, jugeront sévèrement l'action de leurs représen-



tants non mobilisés, car ils auront vu, eux, les dévastations commises par les camarades d'en face! Comment voulez-vous qu'il y ait, après cela, une Internationale! On nous « monte en épingle » la nouvelle des troubles d'Elberfeld, de Dusseldorf, de Barmen, d'Aix-la-Chapelle et de Berlin. C'est absurde. Il ne faut voir là qu'une indication pour l'après-guerre, lorsque le militarisme prussien aura été diminué par la défaite et que les promesses des pangermanistes auront fait faillite; mais ce ne sera que la faillite d'un égoïsme fou et non le triomphe d'une idée de liberté; ce sera la révolution de la misère et de la faim, non la splendide évolution des principes d'affranchissement! Il faut que les minoritaires allemands nous donnent d'autres gages de leur sincérité. Sinon, nous serons en droit de les suspecter. La complaisance que la censure prussienne a mise à laisser passer les informations sur les susdits troubles nous étonne. Dans ce pays du silence réglementaire, une telle explosion de vérité serait invraisemblable.

Il en va de même pour les dépêches de Bulgarie; le parti russophile aurait, après deux ans de guerre, repris son droit de discussion? Qu'est-ce que cela cache? Et quelle subtile manœuvre le Cobourg prépare-t-il? La renonciation de la Russie à toute annexion en mer Noire a créé un malaise en Turquie; on ne peut plus exploiter auprès des Turcs la

crainte de l'emprise moscovite. Mais la crainte du Bulgare demeure plus forte. Vous verrez qu'un jour prochain les Jeunes-Turcs seront obligés de faire appel à la Russie pour les protéger contre leurs alliés d'hier! Ferdinand de Bulgarie n'est pas près d'entrer en maître à Constantinople. La guerre dans les Balkans prend une face nouvelle.

### L'Humanité:

Que signifient donc les résistances du « Temps »? Que faudrait-il, à son sens, imposer à la Bulgarie, au cas où celle-ci, rejetant la criminelle dynastie des Cobourgs, réalisant pour elle-même la démocratie, reprenant le rêve que formulaient jadis les socialistes balkaniques d'une fédération républicaine des Etats des Balkans, se déclarait prête à répudier les mauvais desseins de ce que Jaurès appelait jadis « une Bulgarie rassasiée »?

Le « Temps » veut-il nous laisser entendre que les projets de partage ou de délimitations territoriales en Europe ou en Asie-Mineure sont les buts pour lesquels coule à flots le sang des soldats de l'Entente, sur l'un ou sur l'autre front? Pour nous, ces idées de grandses ne nous hantent pas. Même elles sont celles qui nous poussent à écarter résolument du pouvoir ceux qui les professent.

## ANGLETERRE

### The Observer, 1.IV.17:

Enver Pacha serait à Berlin pour demander du secours; suivant une autre source, Mackensen serait à Constantinople pour vérifier les fronts asiatiques. La terrible nécessité les rappellent, Hindenburg devra bien libérer des troupes turques du front européen. Divers dangers urgents rendent l'effort militaire très rigoureux; la situation interne est si grave que, même si les Allemands peuvent arranger assez convenablement leur affaires, les Turcs devront après de rudes batailles être éliminés cette année de la guerre. Et nous répétons encore une fois que l'élimination de la Turquie est maintenant une des conditions de l'effective action décisive dans les Balkans qui détruira tous les espoirs qui déterminent encore la Ligue centrale à continuer la guerre.

### The Observer, 1.IV.17:

Les Alliés, Russie incluse, feront bien de déclarer par une affirmation collective très prochaine que, jusqu'à ce qu'ils n'aient pas obtenu des conditions laissant en fait à la nation allemande l'égalité parmi les peuples, — ni plus ni moins, — mais en détruisant toute trace d'influence allemande sur les Etats et les races voisins et supprimant toute possibilité d'une future agression du pangermanisme, rien au monde ne les détournera de la direction prise. C'est un but qu'on peut atteindre, mais seulement par une persévérance endurcie à repousser toute nouvelle proposition de paix sans garanties. Nous répétons ce que nous disons chaque semaine, qu'une victoire dans ces conditions signifie longue guerre et qu'elle exigera, comme le mérite le but des Alliés, les ultimes efforts de détermination et sacrifices à moins que les puissances centrales ne subissent une catastrophe causée par d'autres moyens que les moyens militaires. C'est ce qui sera le plus probable si les Alliés établissent durant les prochains mois leur inaltérable résolution de mener la chose à bien.

The Times, du 3.IV.17, termine la série d'articles de M. J. P. Whitaker, sous les titres « Deux ans et demi avec les Allemands », « La vérité sur la Belgique », « Une nouvelle politique allemande. »

L'auteur commence par s'étonner de l'intérêt

provoqué par ses articles où il s'est efforcé de dire exactement ce qu'il a vu. Il ne sait pour quoi ses déclarations peuvent causer aux Belges un profond chagrin comme l'écrit le chevalier E. Carton de Wiart du *Comité officiel belge* pour l'Angleterre, car ils devraient au contraire être joyeux qu'on ait constaté que les Allemands tolèrent que la vie s'écoule normalement en Belgique:

Le chevalier de Wiart conclut que j'ai pu obtenir de la bonne nourriture parce que j'avais de l'argent. J'ai quitté Roubaix avec 500 marks. Le voyage a duré deux mois; la plus grande partie de mes espèces a été employée pour le paiement de ceux qui m'aiderent à fuir; je vécus huit jours gratis. Mon dîner d'Anvers consistant en bifsteck, pommes frites, pain, fromage, beurre et bière coûtait exactement 2 sh. 6 pence; pour ce prix je ne puis avoir meilleure nourriture aujourd'hui à Bradford. Pendant les six semaines où je vécus caché dans la maisonnette, j'ai payé 3 sh. 4 pence par jour soit, outre le logement, une bonne nourriture abondante avec pommes de terre deux fois par jour et viande à chaque dîner.

Les articles furent une surprise pour beaucoup de monde qui s'imagine que toute la Belgique meurt de faim. A Roubaix, la Belgique est regardée comme terre promise. Les ouvriers et enfants belges étaient bien nourris et leur aspect sain contrastait avec celui des Français. Les soldats allemands de l'arrière sont mal nourris et mal vêtus. Ceux des Belges que j'ai vu n'étaient ni mal nourris ni mal vêtus. Il est possible que les déclarations allemandes sur le sort futur de la Belgique comme pseudo état libre tributaire de l'Allemagne jette quelques éclaircissements sur ce qui n'est en fait que de la politique allemande bien réfléchie.

L'auteur dit que les Allemands abusent de l'œuvre de l'American Relief Committee au dé-



triment des français. Les évasions sont si bien organisées qu'il est impossible de les empêcher. Mon expérience est qu'un vétéran de Land-sturm gardant la frontière hollando-belge peut toujours être acheté pour quelques cigares et quelques pfennigs.

#### LA LOYAUTÉ DE LA BELGIQUE

Les flatteries allemandes diminuant les lois sévères de la première occupation et n'intervenant que le moins possible dans les affaires agricoles des habitants, ne leur fait faire aucun progrès. Les Allemands sont appelés « cochons gris » à cause de leur uniforme. Les Belges, convaincus que le moral des Allemands baisse, espèrent qu'ils s'en iront en 1917, malgré l'invasion des civils allemands dans les villes.

Les Allemands n'ont vraiment point d'amis en Belgique. Ils veulent maintenant, par des moyens maladroits, se rendre agréable à ceux qu'ils ont torturé au commencement de la guerre. Ils ont certainement reçu de haut lieu l'ordre d'être aussi polis que le leur permet leur nature. Ils ne font subir aux Belges aucune de ces brutalités qu'ils exercent envers les Français. Malgré tout, les Belges se réjouissent de bon cœur lorsqu'ils apprennent un incident tel, notamment que le passage de longs trains chargés de cadavres allemands venant de la bataille de la Somme et liés en paquets par des fils de fer. Ils ne croient pas un mot des communiqués allemands. Autant que possible ils évitent tout contact avec eux. Ils ont pleine confiance dans la force et la détermination de la Grande-Bretagne et de la France pour les débarrasser de leurs hôtes désagréables. — Dans un volume qui s'imprime, je donne bien plus de détails que je n'ai pu le faire ici faute de place.

Le *Manchester Guardian* du 4.IV.17 commente, comme la *Westminster Gazette*, les résultats des derniers combats aériens en France où les pertes ont été lourdes. Les raisons pour lesquelles les Allemands ont pu obtenir « un pareil succès » ne sont pas à chercher dans le nombre d'appareils, mais simplement dans le nouveau modèle de l'Albatros qui a une supériorité marquée à s'élever très rapidement.

Le *Daily News* du 5.IV.17, sous le titre « Gouvernement d'affaires », critique le procédé par lequel le gouvernement a obtenu le vote du derbill de recrutement. Or Lord Derby déclare après le vote qu'on a pas prévenu la Chambre que ce n'est qu'un commencement, afin que le vote soit enlevé avant Pâques. Si la Chambre avait su qu'une mesure renforcée était à l'étude, la résistance au « Military Service Act » aurait été sensiblement plus forte.

Cette manière d'agir rend absurde la plaidoirie du gouvernement pour justifier sa méfiance pour la Chambre des communes. La situation y révélée pouvait à peine être pire. En somme, il ferait mieux de faire connaître franchement sa détermination de gouverner en dépit des formes parlementaires plutôt que de montrer à chacun le gouvernement britannique occupé à une aussi vilaine tromperie.

*The New Statesman*, 7.IV.17. — Le fiasco de M. Chamberlain :

Il est impossible de ne pas ressentir de sympathie pour le directeur général du National Service, qui soudainement

arraché à ses affaires au moment propice, a été chargé de l'exécution d'une idée et d'un plan irréalisables. M. Neville Chamberlain a travaillé presque nuit et jour, secondé par d'habiles collaborateurs volontaires choisis par lui. Aucune dépense d'administration, de publicité, d'organisation n'a été épargnée. Pendant trois mois le vaste Hôtel St-Ermin a bourdonné d'activité. Des millions de formules ont été distribuées; et plus de 200,000 hommes ont déjà été enrôlés comme volontaires pour le National Service, soigneusement remerciés, enregistrés et classés en séries de gigantesques fiches du plus récent modèle américain. L'impossibilité matérielle de procurer par cette méthode aux hommes des emplois en rapport à leur aptitude a, sur ces entrefaites, été découverte. Nous n'attachons pas grande importance aux histoires extraordinaires qui courent aux abords de Whitehall sur la désorganisation et le chaos qui règnent dans les bureaux. Toute organisation aussi soudainement créée qui voudrait se dispenser de l'aide très précieuse de l'expérience « Civil Service » et qui prétendait « agir sans bureaucratie » se serait vu aussi débordée, si elle avait commencé par s'annoncer au public sur une aussi grande échelle; et aurait de toute façon donné lieu à d'extraordinaires histoires d'inaptitude. Ce qui est plus sérieux c'est que l'organisation ne produit pas. Sept huitièmes des volontaires ne peuvent être écartés de leur poste actuel; et personne ne sait comment retirer le dernier huitième ou qu'en faire s'il est retiré. Le chiffre total des personnes jusqu'ici enlevées à leurs occupations et placées dans le soi-disant « National Service » — c'est-à-dire le service de quelque patron qui lui-même travaille pour son profit personnel privé — est infinitésimale. Nous ne pensons pas exagérer quand nous disons que le nombre total des personnes ainsi changées de place, jusqu'au 31 mars, était inférieur à celui des employés travaillant actuellement au St-Ermin Hôtel à les déplacer. Ce nombre n'est pas à compter par milliers mais par centaines, et un petit nombre de centaines encore bien. Disons que le projet s'est révélé comme un fiasco complet — malgré le rush de quelques dizaines de milliers de volontaires sincères.

Le *Daily News* du 9 avril examine le cas du journal *Nation*, à qui on a interdit de passer à l'étranger. Il y aurait lieu de faire connaître sans délai la cause de la pénalité. Quelles que puissent être l'attitude prise par la *Nation* vis-à-vis de la guerre — attitude que n'approuve pas pour une grande part le *Daily News* — il est difficile de découvrir dans les derniers numéros du journal ce qui justifie une mesure si grave et si arbitraire.

Si d'un côté le gouvernement désire réellement exercer le droit de juger que telle ou telle opinion ne circulera pas à l'étranger et d'appliquer sa résolution sans explications, il est évident qu'une situation de la plus grande gravité a été créée. L'affaire ne peut en rester là.

#### *The Observer*, 8.IV.17:

Il ne faut pas s'imaginer que le président Wilson puisse sacrifier les aspirations légitimes de la France, la cause de la Belgique, d'une Pologne unie, de Serbes, des Slaves d'Autriche à des intérêts allemands. Quant à Constantinople, l'Arménie, la Palestine, il sait très bien ce qu'il faut faire pour que les plus beaux espoirs de renaissance de la civilisation d'Orient ne soient à nouveau éteints.

Le *Manchester Guardian* du 9.IV.17 commente l'aspect de la guerre, à l'occasion du nouveau bill militaire « reconnu franchement par Lord Derby lui-même comme étant une mesure impopulaire.



Le journal soutient que le secrétaire de la guerre qui, en raison des sacrifices exigés, a promis de dire la vérité au pays ne le fait et ne le peut, ayant à faire des concessions autres que celles d'intérêt purement militaire: à l'agriculture, à l'industrie qui réclament des bras.

La plus grande puissance navale veut obtenir la victoire sur terre, tandis que la plus grande puissance militaire veut obtenir la décision par ses sous-marins. Si la victoire terrestre ne peut être remportée avant le moment où l'ennemi espère nous affamer, tous nos efforts purement militaires seront vains. D'autres sont alors nécessaires pour la construction de bateaux (tonnage) et l'agriculture.

Si le gouvernement estime qu'il peut dans les mois prochains remporter la victoire sur terre (comme les Allemands pensent apparemment pouvoir le faire sur mer), la politique militaire poursuivie actuellement est logique. Mais si les membres du gouvernement estiment que la décision ne peut cette année être obtenue sur terre, il est alors de notre devoir immédiat de nous arc-bouter contre le danger proche; alors « l'aspiration » toujours plus forte d'hommes pour l'armée est un gaspillage de matériel humain, la méthode la plus douloureuse et la plus exténuante de continuer la guerre, un chemin extrêmement hasardeux et incertain vers la victoire.

#### *The Morning Post*, 9.IV.17:

Il semble que le nombre des puissances alliées ira en augmentant, car le grand exemple de l'Amérique exerce une influence incalculable dans le monde entier. La République du Brésil, comme d'ailleurs toutes les autres nations maritimes, outrageusement lésées par la piraterie allemande, manifeste des dispositions à un acte décisif comme la République de Cuba, très liée aux Etats-Unis. C'est de la compétence du Brésil de tout faire pour protéger l'Atlantique du Sud et les Indes occidentales contre les outrages de l'ennemi commun. Entre temps le gouvernement des Etats-Unis agit avec la promptitude, prévoyance et énergie caractéristiques. La flotte est mobilisée et le président a publié un message indiquant les mesures à prendre pour enrôler et organiser le nombre d'hommes requis pour l'armée. L'Amérique ne fait rien en petit; probablement que les Allemands, — qui depuis si longtemps ont l'illusion d'être l'unique peuple du monde qui ait compris l'art d'organisation et de guerre, — subiront encore une surprise désagréable. Il n'y a pas de doute, quelles que soient les espérances et plans de l'Allemagne, que l'action des Etats-Unis est un coup terrible pour eux; les effets de cette action s'accroissent et se feront sentir juste au moment où l'Allemagne sera la moins capable de soutenir de nouveaux combats.

#### *The Westminster Gazette*, 10.IV.17. — La nouvelle Russie:

Une chose qui a frappé le plus les Anglais se trouvant en Russie pendant la Révolution — quantité sont actuellement rentrés à Londres — est la rapidité du changement d'attitude des classes inférieures. Nous avons toujours entendu parler du respect qu'avait le paysan russe, abstraction faite d'opinion politique, pour le « petit père ». On m'assure qu'à présent, tant parmi les paysans que dans l'armée, qui est naturellement en grande partie recrutée parmi eux, il n'y a plus trace de ce sentiment. Le changement accompli, le peuple s'y attendant ou non, fut accepté promptement, ne laissant pas subsister le moindre regret pour le vieux régime.

#### *The Westminster Gazette*, 10.IV.17. — Nos récentes lourdes pertes dans l'aviation:

Sir Douglas Haig relate la perte de non moins de vingt-huit machines en un jour — ont naturellement causé assez d'inquiétude; mais nous devons nous garder de tirer des conclusions décourageantes des nouvelles parvenues jusqu'à présent. Les Allemands avaient pour quelque temps presque renoncé à toute réelle tentative de posséder la maîtrise des airs, mais il était clair que cet état serait passager et non permanent, et que tôt ou tard notre supériorité serait vigoureusement contestée. Elle l'a été et l'est; le jour où nos pertes furent si lourdes (et les pertes de l'ennemi encore plus fortes) est certes de loin la plus grande bataille qui a été livrée jusqu'à présent dans les airs. En observant les résultats obtenus par nos avions, il est visible qu'un grand nombre d'entre eux a été engagé et il est probable que nos pertes ne sont proportionnellement pas plus grandes qu'en beaucoup de précédentes occasions.

#### *The Morning Post*, 10.IV.17. — Un règlement Irlandais.

Le journal fait remarquer que la presse nationaliste et certains journaux anglais soulèvent fortement la question irlandaise parce que le parti nationaliste se sent menacé de perdre son influence et d'extinction politique. L'élection de Roscommon, bien décrite par le comte Plunkett comme « ligne de démarcation dans les destinées de l'Irlande » leur a ouvert les yeux. Voilà le secret de l'activité nationaliste au Parlement.

Elle s'est terminée par la déplorable sinon théâtrale sortie de la Chambre, des membres irlandais et par la très discutable requête au président Wilson d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Empire britannique. Le parti nationaliste, pour regagner le terrain perdu et attirer de son côté les ouvriers agricoles irlandais ainsi qu'une partie de fermiers et autres sur lesquels il ne peut plus compter, forme évidemment le projet d'une action en Irlande.

#### *The Times*, 10.IV.17. — Inoffensives démonstrations des Sinn Feiners à Dublin (Résumé):

Malgré un vent violent et de la grêle, les rues de Dublin sont remplies, le 9, anniversaire du début de la Révolution, d'une foule de curieux et autres, citadins et ruraux, dont des centaines portent les couleurs des Sinn Fein. Aucune précaution militaire, sauf une augmentation de la police, ne se voit dans les rues. Pendant la nuit des personnes ont hissé sur l'hôtel des postes en ruines le pavillon des Sinn Fein sur le mat d'où les couleurs républicaines furent abattues à coups de fusils l'année précédente. Au jour levant, la foule était rassemblée devant le bâtiment; parfois des acclamations retentissaient. Il y en eut également lorsque quelqu'un déploya le pavillon républicain du haut du Nelson Pillar; ce drapeau fut jeté bas par la police. Le drapeau fut ramené par des gamins que suivit la foule qui, devant les ruines du Liberty Hall, fit une démonstration en agitant le pavillon et en poussant des acclamations. Il n'y a pas eu de désordres graves. Des pierres ont été jetées à la police, à un détachement militaire en service traversant la ville. Quelques vitres ont été brisées.

#### *The Times*, 10.IV.17. — Un avertissement:

L'intervention de l'Amérique dans la guerre sera plutôt perte que profit, si elle tente les imprudents de supporter que nous, les Alliés, pouvons nous permettre de diminuer nos efforts pour la cause générale. L'aide militaire directe des Etats-Unis dans la guerre est encore bien lointaine. La



révolution russe a produit sur le théâtre Est de la guerre un état de choses qui, pour le moment en tout cas, n'est pas d'un caractère encourageant. L'Italie s'attend à être attaquée, tandis que la France n'a pas un grand nombre d'hommes en réserve. Le récent discours de Sir William Robertson contenant son brusque et martial avertissement au pays, arrive à son heure et sa rapide exécution est urgente pour le moment. Nous sommes en état de faire tout ce que nous demande le chef de l'état-major général impérial, et même beaucoup plus. Il ne dépend que de nous de passer avantageusement la période anxieuse qui sépare le moment actuel de celui où l'Amérique et la Russie pourront faire sentir leur poids. Nous ne pourrions jamais ni nous pardonner ni être dignes de pardon pour la postérité si, en négligeant de fournir les hommes nécessaires à notre armée, nous sommes infidèles tant à nous-mêmes qu'à la cause défendue.

*Daily Telegraph*, 10.IV.17. — Un pacifiste guerrier.

Le journal relate l'ouverture, le 9, de la conférence du « Independent Labour Party », tenue à Leeds. Le point capital est, dit-il, le discours du président sortant, M. F.-W. Jowett, de Bradford, qualifié de « pacifiste guerrier » par un délégué présent :

M. Jowett ouvre la séance par l'exposé des horreurs de la guerre; à ce jour, les pertes s'élèvent à environ 23 millions, dont 8,290,000 morts. Le carnage doit cesser et il est du devoir de chaque citoyen d'y aider. L'action de M. Wilson tendant à l'intervention des Etats-Unis a exigé une déclaration sur leur situation personnelle. L'orateur veut démontrer que si le gouvernement anglais avait quelques années auparavant informé le public des affaires de la nation, il n'y aurait point eu de liens secrets nous liant au gouvernement russe renversé grâce au peuple russe avec qui Jowett se réjouit de leur délivrance.

La guerre ne se justifie pas parce qu'elle a amené la chute de la despotique autocratie russe. M. Jowett pense que si les Alliés faisaient la même déclaration que M. Wilson, la paix serait actuellement possible. Il fait respectueusement constater que ses idées concordent en général avec celles exposées par le président Wilson qui est un pacifiste en ce sens, qu'il a cherché un moyen commun à toutes les nations pour finir la guerre. Bien que son but n'était pas encore atteint, M. Wilson n'a pu tolérer que son pays soit envahi ou qu'on refuse à ses nationaux la traversée des mers, voies communes de tous les peuples. En conséquence, il voterait donc tous les crédits utiles à la défense contre l'invasion du pays natal. Comme il peut y avoir des gouvernements rapaces qui sont tentés par les territoires étrangers, M. Jowett n'est pas partisan de la politique de non-résistance et il ne désire pas être appelé à aucun emploi ou situation sans que ceux que cela concerne ne connaissent ses vues sur ce point. Cette partie du discours fut plutôt prononcée au milieu du silence général des délégués.

#### LE PEUPLE ALLEMAND N'EST PAS RESPONSABLE

La guerre n'a pas été déclarée par l'Allemagne avec connaissance de cause par le peuple allemand qu'on ne fut pas consulté par ses gouvernants. Ce fut aussi notre cas. Un petit groupe d'ambitieux a conduit la nation à la guerre et exigé d'elle l'accomplissement d'obligations secrètes.

La véritable signification de l'acte des Etats-Unis de se joindre aux Alliés serait de plonger encore plus profondément que jamais la nation dans le désastre, s'il incitait le

gouvernement et ses plus chauds partisans de la presse et de la tribune à s'attacher encore plus à une politique d'annexion et de démembrement. De monceaux de dettes, dont les intérêts conventionnels devront être payés, s'accumulent sur le dos des contribuables. Une des formes les plus particulières des services à nous rendre par l'Amérique est de nous prêter libéralement de l'argent. Mais l'Amérique avait déjà en gage une grande partie des ressources de notre pays. La guerre continue non pour la Belgique ou la France, pour une Pologne libre ou une transaction visant l'Alsace-Lorraine, mais pour le démembrement de la Bulgarie et de la Turquie, permettant de faire des annexions à leur dépens comme à ceux des colonies allemandes d'Afrique.

Un délégué a protesté contre les « fadaïses nauséabondes et niaises » prononcées au sujet du président Wilson qu'il stigmatise comme la plus mauvaise expression du capitalisme américain exploiteur de la classe ouvrière.

*The Morning Post* du 11.IV.17 commence par rendre hommage aux Alliés et au génie militaire des Français. Il rappelle ensuite que l'armée britannique a dû être complètement créée et que les premières recrues ont eu tout à endurer ce qu'elles ont fait avec courage. La récompense des efforts est là. Que ne pourrait-on dire :

Le grand élan dans les reconnaissances aériennes, les luttes opiniâtres dans les airs, l'action combinée inimaginable de l'artillerie, suivie de l'irrésistible avance de l'infanterie, l'assaut donné à la colline de Vimy par les Canadiens, tous ces étonnants exploits forment un nouveau glorieux chapitre dans l'histoire de la nouvelle armée, dont la dernière parole sera le mot victoire. Nous surpassons l'ennemi en manœuvre et en lutte. La leçon infligée par les canons anglais sur la Somme, par l'infanterie anglaise à Beaumont-Hamel et bien d'autres forteresses redoutables, ont fait des ravages dans les cœurs allemands. L'Allemand a trouvé ses maîtres et déjà le prouvent, outre les autres témoignages, les milliers de prisonniers. La grande offensive a magnifiquement commencé et le nom de Sir Douglas Haig doit être aujourd'hui honoré par tout homme.

#### Résumé d'un article du *Morning Post* du 13.IV.17 :

Il attaque violemment les pacifistes et notamment le programme proclamé par l'Independent Labour Party à Leeds, parti qui rivalise avec l'Union of Democratic Control pour faire l'ouvrage des Allemands. Ils expriment l'espoir que le nouveau régime russe désertera la cause à laquelle il est lié par son honneur et ses obligations; ces amis de la liberté souhaitent le triomphe de la dynastie des Hohenzollern. Ils prétendent avoir reçu d'Amérique des informations personnelles sur les conditions de paix que l'Allemagne a refusé de faire connaître. Ce qui est bon pour eux n'a pas réussi à plaire au président Wilson qui, malgré son insistance, n'a pu obtenir communication des susdites conditions. Ou bien les pacifistes sont en rapports directs avec les Allemands ou bien les conditions de paix qu'ils réputent authentiques n'ont aucune sanction ou autorité. Dans chaque cas ils atteignent les limites de la tolérance.

Il a été suffisamment abusé du mot de liberté par ceux dont l'orgueil n'est pas de faire quelque chose pour défendre les privilèges qu'ils veulent, mais de décourager et troubler ceux qui les défendent. Il faut nettement séparer le bon renom britannique de ce qui n'est que tromperie systématique et éhontée.



## ALLEMAGNE

Les organes socialistes d'extrême-gauche commentent ainsi le Rescrit impérial :

*Berliner Volkszeitung :*

Le rescrit pascal du kaiser et roi de Prusse s'adresse au chancelier d'Empire et président du ministère d'Etat; il s'adresse ainsi au peuple allemand et au peuple prussien. Partout où il sera connu il aura un joyeux écho, tant dans les campagnes que dans les villes, dans les tranchées ou dans les coins les plus reculés de la patrie.

Le Kaiser exprime à nouveau, comme au début de la guerre, les sentiments qui font battre le cœur de millions de Prussiens et d'Allemands. Le message marque le début de la nouvelle orientation. Déjà cette nouvelle orientation de l'Etat était le programme du chancelier d'Empire en fonctions. Actuellement il s'affirme par les solennelles promesses de l'empereur-roi. Le kaiser Guillaume II reconnaît les principes antérieurement développés par le chancelier et l'on apprend qu'ils avaient déjà à ce moment l'assentiment impérial. Ainsi la nouvelle orientation de la chose publique devient programme du monarque et sa réalisation est indépendante de la personne du chancelier actuel. Il est évident qu'une nouvelle situation a ainsi été créée.

La formation nouvelle de l'Etat se manifestera sous des aspects divers. Le message veut que la force militaire soit une véritable armée nationale, l'ascension sociale du peuple sera favorisée pour toutes ses classes et l'édification de notre politique intérieure, de notre vie économique et sociale, sera réalisée « dans la mesure que comporte la situation créée par la guerre ».

L'orientation nouvelle sera donc appliquée aussitôt; là cependant où « un changement considérable de la Constitution » menacerait de développer un conflit d'opinions », ce changement serait retardé jusqu'à la fin de la guerre. En d'autres mots: les problèmes d'empire sociaux et politiques sont immédiatement pris en considération, la réforme électorale prussienne est retardée jusqu'à la fin de la guerre que nous espérons, avec le kaiser, n'être plus lointaine. Nous avons jusqu'ici, avec la grande majorité du Reichstag, déclaré nécessaire la mise en œuvre de la réforme électorale prussienne. Le message impérial change la situation. Pour la première fois de solides éléments de base sont annoncés pour la réforme électorale proche. Le kaiser donne l'assurance qu'après les énormes prestations du peuple entier dans cette terrible guerre, il n'y a plus place en Prusse pour le vote de classes et que le futur projet de loi prévoira l'élection directe et secrète des députés. De même pour la réforme de la Chambre des seigneurs, des projets déterminés sont indiqués; elle groupera de plus nombreux membres choisis avec plus d'égalité que jadis dans les différentes classes et professions. Après la détermination de ces directives, publiées sous la forme solennelle d'une assurance impériale, le moment de la réalisation de la réforme électorale devient une simple question d'opportunité.

... Les partis de gauche, tous les partis de tendances vraiment libérales et démocratiques soutiendront le même droit de vote après que la grande guerre aura amené l'égalité devant les balles ennemies.

Les détails et le moment favorable ne sont plus que choses d'ordre secondaire. Nous nous trouvons devant le fait que la direction de l'Empire allemand et du Royaume de Prusse a assumé la tâche de la nouvelle réforme de l'Etat. Le kaiser démontre qu'il témoigne à « son peuple fidèle, courageux, actif et fortement cultivé » la confiance qu'il mérite. Le peuple répond à cette confiance en ce sens que dans ses abandons à la patrie menacée il cherchera à surpasser, soit à l'intérieur soit à l'extérieur, les sacrifices et les prestations déjà consenties. Aucun prix de biens et de sang ne sera épargné pour gagner la libre et forte patrie

que nous pouvons envisager et nous espérons qu'une volonté revivifiée de victoire jaillira du rescrit impérial pascal du kaiser, volonté qui contribuerait largement à nous faire conquérir une paix rapide.

*Berliner Morgenpost :*

Plus nous sentons peser sur nous les nécessités de ces temps terribles, plus nous saluons avec la joie le réjouissant message pascal nous apportant l'ordonnance du kaiser au chancelier: le message de couronnement de notre vie de politique intérieure, économique et sociale est fermement décidé au sein du gouvernement, qui va préparer la voie par laquelle la vie de notre peuple pourra suivre sa marche ascendante vers la liberté civique.

Le chancelier a souvent assuré que le gouvernement respirait la ferme volonté de préparer ce chemin au peuple; il était indiscutable que quiconque n'était pas sourd devait reconnaître que les accents de cette voix étaient ceux de la vérité...

Il résulte de l'ordonnance impériale, pour ce qui concerne le moment où doit commencer l'œuvre de la grande réforme, qu'elle ne pourra être mise à exécution qu'après terminaison de la guerre. Beaucoup peuvent en être désillusionnés, mais nous conserverons le point de vue que nous avons toujours défendu; considéré du point de vue nettement démocratique, il est à souhaiter que nous n'entamions la grande tâche des réformes que lorsque nous aurons solutionné la question beaucoup plus importante et plus violente qui pèse sur nous, à savoir vaincre nos ennemis... Nous avons déjà actuellement l'engagement solennel de la couronne et du gouvernement que la réforme de notre vie politique intérieure s'accomplira; nous pouvons non seulement être satisfaits de cet engagement, mais encore avoir l'assurance qu'il donnera au peuple entier une nouvelle et puissante impulsion qui affermira et renforcera sa volonté de continuer la lutte pour la liberté de la patrie — dans laquelle nous sommes engagés — jusqu'à une fin victorieuse.

Le *Vorwärts* exprime à son tour avec joie l'idée que la réalisation des réformes que le monarque lui-même préconise, ne dépend plus d'un changement de chancelier. Le message est dirigé contre le vieil esprit réactionnaire bureaucratique qui nous avait conduit à un danger dont l'ampleur n'apparaît que maintenant. Le journal exprime le désir d'une réforme plus étendue du droit électorale prussien.

Il est plus que jamais nécessaire pour la victoire du mouvement populaire que les classes ouvrières maintiennent énergiquement leur volonté de défense de la patrie. La situation extérieure exige plus que jamais cette attitude. La dernière grande puissance neutre est entrée dans le cercle de nos ennemis sans être le moins du monde menacée par nous. Le « pacifique peuple américain » nous a déclaré la guerre non forcé par un gouvernement autocratique, mais avec sang-froid, par un parlement convoqué sur les mots « guerre ou paix ».

Nous avons souvent démontré que notre volonté de nous défendre est indépendante de questions intérieures. Nous coopérons à la défense nationale allemande parce qu'elle est une question de vie ou de mort du peuple. Il nous ré-



jouit que le gouvernement allemand — au moment même où le nouvel ennemi réchauffe les vieilles phrases de lutte de la liberté et démocratie contre l'absolutisme et le militarisme — donne à l'étranger la preuve qu'il s'occupe lui-même du développement de sa politique intérieure et n'a pas besoin d'un bienveillant concours étranger, surtout pas d'un concours amené par les obus et les cuirassés.

P. Göhre, membre du Reichstag, publie dans la *Vossische Zeitung* du 10.IV.17 un long article intitulé « Démocratie et Monarchie ».

Après une évolution timide, l'ancienne social-démocratie d'abord entièrement républicaine, s'était scindée avant la guerre en trois fractions : l'une restée républicaine, elle est comme force comprise entre les deux suivantes ; la seconde, de beaucoup la plus forte, attachant peu d'importance à la forme gouvernementale pourvu que la lutte du prolétariat aboutisse à l'égalité économique sociale et politique pour tous ; la troisième, la plus faible, qui jugeant l'avènement d'une république impossible en Allemagne pour un temps impossible à évaluer, demande que la pomme de discorde entre la démocratie et la monarchie soit enterrée.

L'auteur, qui se réclame du troisième groupe, dit que la guerre a amené une modification de ces trois groupes ensuite des efforts de l'empereur de maintenir la paix en 1914, de son offre de paix courtoise en décembre 1916, de l'effacement conforme à la Constitution de tous les princes allemands pendant la guerre et de la bravoure avec laquelle leurs fils allèrent avec le peuple aux combats, aux périls et à la mort. N'y a pas peu contribué non plus l'expérience que la république radicale française, la monarchie scrupuleusement constitutionnelle de l'Angleterre et l'autocratie du tsar ont chacun pour leur part excitée les masses populaires et déchainé la guerre par dessus leurs têtes.

D'après l'auteur, le nombre des prolétaires augmentera et le capital se concentrera dans les mains d'une oligarchie peu nombreuse, mais menaçante, contre la toute puissance de laquelle le peuple entier devra lutter pour avoir une situation supportable : la situation radicale économique de l'Allemagne devra donc s'effectuer après la guerre. Cette question brûlante prime toutes les autres, même celle d'opposition à la monarchie.

Il résulte de tout cela que l'indifférence pour la monarchie qui régnait dans les grandes masses socialistes a fait place à un sentiment légèrement amical. La phalange des non-républicains est devenue plus nombreuse, tandis que les purs républicains — car il en existe encore — se tiennent plus à l'écart de la lutte.

L'auteur appuie alors sur les déclarations de différents socialistes appartenant aux trois groupes sus-visés le thème ci-dessus.

*Tägliche Rundschau*, 11.IV.17. — L'Angleterre assiégée :

L'Angleterre a ce qu'elle a voulu : Elle a la guerre de la faim, elle l'a dans son propre pays, et doit la combattre entre les parois de son propre estomac. La question des difficultés d'approvisionnement prend là-bas un développement de plus en plus grand au Parlement et dans la presse, et tous les tourments par lesquels l'Angleterre s'applique depuis trois ans à nous écraser retombent toujours plus lourdement sur elle-même.

*Berliner Tageblatt*, 11.IV.17. — La rupture du Brésil avec l'Allemagne :

Il est tout naturellement clair que la rupture des relations diplomatiques de la part du Brésil a eu lieu sous la pression des Etats-Unis et de l'Entente. Pour l'Union, il s'agit avant tout de rehausser le prestige de son expédition contre « l'ennemi du droit et de toute l'humanité » par l'adhésion des républiques sud-américaines ; pour l'Entente il importe davantage de mettre l'embargo sur les navires de commerce allemands qui sont au Brésil pour les utiliser en remplacement du tonnage coulé.

*Münchener Neueste Nachrichten*, 11.IV.17. — Les plans de l'Angleterre dans la Baltique :

Comme garantie de son appui financier, le cabinet britannique aurait demandé à la Russie la cession de toutes les îles qui commandent l'entrée des ports russes de la Baltique, le gouvernement anglais voulant même « s'engager » — dans l'intérêt de la Russie naturellement — à faire de ces îles de solides points d'appui pour la flotte. Comme terme de rétrocession des îles à la Russie, on prévoit le jour où le gouvernement de Pétrograde aura amorti le prêt anglais.

Les *Leipziger Neueste Nachrichten* du 13.IV.17, dans un article intitulé « La lutte contre la faim », déclare que la situation au point de vue alimentaire est très sérieuse, l'inclémence du temps ayant encore retardé jusqu'ici les travaux agricoles ; toute population doit s'en rendre compte. Il faut que tous les produits alimentaires soient conduits, suivant la sommation, dans les lieux désignés à cet effet. Cela seulement peut nous rendre victorieux de la lutte contre la faim jusqu'à la prochaine récolte, car la maigre ration de pain accordée exige le complément compensateur d'autres aliments.

*Kölnische Zeitung*, 13.IV.17. — Les combats à l'ouest :

Le feu ininterrompu avec lequel les Anglais ont commencé la deuxième bataille d'Arras a, suivant les déclarations de témoins dignes de foi, mis en évidence l'utilisation d'une telle quantité de bouches à feu et de munitions que les actions de la grande offensive de la Somme sont de beaucoup dépassées. Ceci confirme notre point de vue, c'est-à-dire que l'attaque actuelle devait faire partie du grand coup de force par lequel les alliés espéraient trouer notre front.

L'évacuation par nos troupes du secteur situé au sud d'Arras jusqu'à l'Aisne avait rendu sans valeur les préparatifs effectués pendant de longs mois, tandis qu'au nord ils ont pu être mis à profit. Dès le premier soir de la bataille il était certain que le gigantesque rassemblement de forces nous avait coûté les positions nord du demi-cercle autour d'Arras et nous avait occasionné des pertes doulou-



reuses, mais qu'il n'avait pas amené un sectionnement des lignes allemandes.

*Münchener Neueste Nachrichten*, 13.IV.17. — La chasse aux Allemands en Amérique:

Ce que nous apprenons aujourd'hui du pays de Wilson dépasse sensiblement la mesure de l'excusable. Nous ne discernons aucune trace de la supériorité de la culture américaine, de la sensibilité du sentiment, du respect et de la valeur personnelle que le peuple américain nous a prodigués si manifestement, mais seulement l'aberration d'une passion aveugle qui éprouve le besoin de manifester sa force contre l'hôte inoffensif et paisible en le marquant du sceau ennemi et en cherchant à apaiser contre lui, sans danger, le trop-plein de ses sentiments.

## ITALIE

*Corriere della Sera*, 7.IV.17. — La participation financière des Etats-Unis et l'Italie:

On ne peut s'empêcher de remarquer, comme nous l'avons déjà fait, que jusqu'ici, tandis que les Alliés ont prévu les différentes mesures qui devaient être prises pour créer le front unique militaire et économique, une seule a été négligée, c'est celle du front financier unique et, parmi les pays alliés, c'est l'Italie qui en a le plus souffert.

Maintenant les journaux américains annoncent des prêts importants immédiats, probablement à la France et à la Russie. Et nous nous demandons: Et l'Italie? L'Italie, sans aucun doute, a mis et met dans cette guerre toutes ses ressources. Elle puise dans la conviction du devoir accompli si vaillamment la force de persévérer jusqu'au bout. Mais il est impossible de ne pas observer qu'il serait incompréhensible que l'Italie ne songe pas à ses intérêts alors que l'intervention de l'Amérique produit déjà des effets pratiques pour les autres alliés.

*Il Secolo*, 7.IV.17. — La Russie et la Pologne:

La proclamation du gouvernement russe aux Polonais est le premier acte de bonne politique que l'Entente ait opposé, depuis le début de la guerre, aux desseins louches de l'Allemagne, et qui soit vraiment résolu, vigoureux et inspiré.

La Russie a compris que pour empêcher l'expansion de l'Allemagne du côté de l'Orient, elle devait tirer la Pologne hors de ses chaînes et s'en servir comme d'un bouclier en lui rendant l'ancienne cuirasse et son épée. Sa chute avait été le commencement de la puissance germanique et du fléau qui ravage maintenant le monde.

Finalement, un des Etats de la Quadruple Entente semble avoir compris que la vieille Europe s'écroule de tous côtés; et que pour la rebâtir il est nécessaire, au lieu de respecter religieusement les décombres, de remuer hardiment ces ruines et de rebâtir selon un dessin et avec un esprit nouveaux.

Il serait temps que ceux qui dirigent la guerre dans les pays de l'Entente se rendent finalement compte du formidable engagement qu'ils ont pris envers leurs peuples, envers l'histoire et envers leurs descendants, en promettant de créer une nouvelle Europe; de lui donner la paix, la justice et la liberté.

*Avanti*, 7.IV.17. — La guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne:

Toute l'histoire récente des Etats-Unis tend à démontrer que leur politique étrangère de conquête est semblable à celle des autres Etats capitalistes. Sous le vernis de la liberté, de la civilisation, au nom de l'« Idéal », ils ont con-

quis les plus importants marchés au bénéfice des grands trusts, qui ont monopolisé, dans l'Amérique du Nord, la production et l'échange des principales marchandises... Voilà pourquoi nous avons écrit, il y a quelques mois, que le message pacifiste de Wilson n'était pas fait de sa propre initiative, mais qu'il était le résultat des calculs intéressés du capitalisme nord-américain. Et nous avons ajouté — ce que les « démocrates » feignent d'ignorer — que de la même manière dont Wilson proposait la paix, il aurait pu déclarer la guerre si les classes dirigeantes américaines la jugeaient utile à leur « butin ».

Après que leur proposition de paix fut repoussée, les Etats-Unis qui doivent assurer — outre la liberté des mers et les gages qu'ils détiennent comme fournisseurs de l'Entente — leur politique en Orient, n'avaient aucun autre moyen de faire partie de la diplomatie qui réglera le monde, selon le droit et la justice, sauf celui de tirer l'épée du fourreau. Pour les Empires centraux? Pour l'Entente? Non. Pour eux-mêmes. L'atroce piraterie des sous-marins leur fournit le prétexte. C'est un prétexte occasionnel.

*Idea nazionale*, 8.IV.17. — La lutte universelle et l'Italie:

La guerre que l'Allemagne a voulu imposer se terminera à son grand dommage et à l'avantage des nations qu'elle a offensées. Elle aura offert à la Russie l'occasion de se délivrer d'un ancien régime en putréfaction, à la Pologne de recouvrer son indépendance, à la France de reconquérir l'Alsace et la Lorraine, aux grandes nations européennes de supprimer la Turquie et l'Autriche, à l'Italie de s'annexer Trente, Trieste et la Dalmatie.

A part toutes ces considérations, il ne faut pas oublier que l'Italie a ses propres buts, ses propres intérêts et ses propres aspirations. Chacun se rend compte que plus la participation des peuples s'accroît et plus il est difficile de mettre sous tutelle les intérêts particuliers de chaque nation.

*Il Secolo*, 10.IV.17. — Le message pascal du Kaiser:

Après la manœuvre de Hindenburg, qui consiste à abandonner à l'ennemi les territoires que l'on n'a pu défendre, après les avoir sauvagement dévastés, les chroniques prussiennes peuvent enregistrer une autre trouvaille ingénieuse.

L'empereur et roi fait annoncer avec grande solennité une bonne retraite stratégique sur le terrain politique. Il semble, à première vue, que le rescrit impérial parte d'une initiative spontanée, mais à la vérité, la vieille Prusse électorale, domaine traditionnel d'une oligarchie de seigneurs, ne pouvait durer plus longtemps inchangée, sans courir de graves dangers, en face de la marée démocratique menaçante. Le



roi Guillaume a donc promis à ses fidèles sujets la satisfaction d'une réforme libérale du suffrage électoral, à discuter et à effectuer, après la guerre.

On ne peut méconnaître l'importance de la démonstration du roi de Prusse. C'est une concession nécessaire aux tendances libérales qui exercent leur pression à l'intérieur et c'est une réponse forcée à l'opinion universelle qui proclame la justice de la lutte sans quartier, entreprise contre les dernières formes du despotisme, qui sont responsables de cette affreuse guerre.

*La Tribuna*, 10.IV.17. — Nouveaux bruits de paix :

Il y a peu de jours, en Suisse, des sondages ont été faits de la part du ministre austro-hongrois, auprès de l'Angleterre. Comme, on le sait, l'Autriche s'est toujours vantée, avant la guerre, d'une bienveillance particulière de la Grande-Bretagne à son égard, et c'est ce qui explique que les pourparlers aient été entamés de ce côté.

On leur aurait opposé, toutefois, immédiatement une « fin de non recevoir ».

*Corriere della Sera*, 10.IV.17. — La réforme électorale en Prusse accordée par Guillaume, après la guerre :

La proclamation de Guillaume II sur la nouvelle organisation en Prusse est une conséquence si évidente de la préoccupation suscitée par les événements de la Russie parmi les éléments dynastiques et conservateurs allemands, que toutes les phrases impériales ne réussissent pas à en déguiser l'empreinte. C'est l'empreinte de la peur. La tour féodale des Hohenzollern s'est trouvée si isolée, si gravement minée dans ses fondements, qu'il était à craindre qu'elle ne s'effondrât un jour ou l'autre. Les Allemands mêmes s'apercevaient de cette singulière et humiliante situation au milieu du monde civil, et bien qu'il soit permis de douter de la capacité révolutionnaire du peuple germanique, il est certain que le malaise devenait toujours plus pénible et menaçant.

*Avanti*, 10.IV.17. — La démocratie du roi de Prusse :

La proclamation du roi de Prusse est une conséquence inévitable de l'invitation des travailleurs russes au prolétariat allemand. Le kaiser prévient la réponse et s'abandonne — sans perte de temps — à une petite danse démocratique, petite et peu compromettante.

Cette initiative, il est plus prudent de la prendre directement, avant que la foule puisse l'imposer. C'est l'éternelle histoire de tous les régimes plus ou moins absolus, quand ils entendent des bruits : donner tout de suite le peu qui était demandé depuis des années, afin d'empêcher de plus profondes et conséquentes demandes.

Mais ces réformes sont-elles vraiment au-dessus de toutes les autres pensées, chez le prolétariat allemand, en ces tragiques instants ? Ou peut-être les millions de travailleurs demandent-ils bien autre chose que la transformation du droit électoral ? Les femmes berlinoises, privées de leurs fils et affamées, ne songent certainement pas à ce que sera la Chambre des seigneurs après la guerre et les prolétaires qui voient tomber leurs frères par centaines et par milliers au front aspirent certainement plus à la fin de cet horrible carnage qu'au problème de la Diète prussienne !

*Avanti*, 11.IV.17. — Les droits de la France à la possession du Rhin :

... En résumant ainsi les arguments anthropologiques, historiques, intellectuels, traditionnels, stratégiques, minéralogiques, etc., que le nationalisme cite à l'appui des droits de la France à la possession de la rive gauche du Rhin —

arguments valables, du reste, pour la possession de la rive droite et même des fleuves environnants — on doit reconnaître que le nationalisme français ne raisonne pas plus mal, à son point de vue, qu'à leur point de vue aussi, les nationalistes des autres pays.

A propos de la question du Rhin, un écrivain suisse qui devrait vivre la tête dans les nuages, a publié un livre pour soutenir que, puisque deux grandes nations se disputent les deux rives du Rhin, la seule manière de résoudre la question était celle de neutraliser le Rhin, les deux rives et l'eau qui y coule.

Les nationalistes des deux grands pays lui sont tombés dessus comme des chiens enragés. Et le Suisse ingénu doit s'être aperçu que si les « Reins » n'y étaient pas, il faudrait les inventer, « nationalisticquement » parlant.

*Avanti*, 12.IV.17. — Les partis politiques en Russie pendant l'évolution de la révolution. — L'œuvre des démagogues :

La force révolutionnaire de la Russie ouvrière, représentée par le Comité exécutif des ouvriers et soldats de Pétersbourg, continuée et se manifestant et — ce qui est plus important — à exercer une pression efficace sur la politique du gouvernement provisoire.

La presse bourgeoise, poursuivant son œuvre de travestissement du sens véritable des événements russes, feint de ne pas apercevoir l'énorme importance de la nouvelle proclamation du gouvernement russe, par laquelle il renonce à tout plan de conquêtes, d'expansion territoriale et à tout renforcement de politique extérieure ; il renonce, de ce fait, à rien moins qu'à l'héritage impérialiste du tsarisme, pour lequel, hier encore, Millioukof témoignait tant d'attachement.

Cette fois, du moins, les doutes ne sont plus permis. Les discussions, sur lesquelles les agences et envoyés particuliers, nous ont donné des renseignements imprécis et contradictoires nous laissent deviner qu'il s'agit, effectivement, des problèmes de la guerre et de la paix. On s'en aperçoit au ton irrité du « Temps », du « Times », du « Corriere della Sera », qui s'obstinent à dénigrer l'œuvre des « partis extrêmes », des « démagogues », des « anarchistes ».

*La Stampa*, 13.IV.17. — La véritable portée des paroles de Branting aux socialistes russes :

Un correspondant de la « Radio » télégraphique que Branting a tenu une véritable conférence au siège du Comité mixte, soldats et ouvriers, présidée par Tschaidze. Il a lu une dépêche dans laquelle Haase et Ledebour célébraient la victoire du prolétariat russe sur le despotisme, mais il n'a pas caché que ces députés allemands, loin de représenter l'opinion générale de l'Allemagne, ne constituent que l'exception.

Le résultat des déclarations de Branting ainsi que des conversations qu'il a eues avec les chefs de groupes, a été de convertir à la guerre certains socialistes russes qui avaient jusqu'ici professé ouvertement le pacifisme.

*L'Idée nazionale*, 13.IV.17. — La faillite de la mission de Branting :

La « Neue Freie Press » souhaitait à Branting de revenir avec la paix.

Branting a reçu le meilleur accueil à Pétersbourg de la part des socialistes russes, qui n'ont pas refusé d'écouter ses conseils. Après plusieurs entrevues, les socialistes russes ont fini par déclarer au « leader » suédois qu'entre la conception russe de l'Internationale et le problème de la paix, il y avait un profond abîme que ne pouvaient combler les phrases ni les bonnes intentions. Ils lui ont déclaré qu'ils étaient disposés à parler de paix et à contribuer à la cessation des hostilités, à condition que le gouvernement allemand s'engage, comme le gouvernement russe, à accepter



une paix sans annexions, qui respecte les droits des nationalités et qui restaure les principes de la liberté.

*Il Secolo*, 13.IV.17. — Dans la nouvelle Russie. — Les oscillations et les divergeances entre les différents groupes politiques.

Nous avons, aujourd'hui, un long communiqué du Comité des ouvriers qui demande le contrôle de l'Agence télégraphique russe pour pouvoir répandre les nouvelles qu'il lui plaira et exercer une action pacifiste dans le pays.

Jusque-là, rien de grave. Mais où le communiqué devient alarmant, c'est quand il annonce que les délégués de ce Comité partiront pour Stockholm afin de se mettre en rapports directs avec les délégués allemands, pour traiter la question de la paix.

Evidemment le Comité des ouvriers tend à s'imposer au gouvernement provisoire. Cette agitation de gens irresponsables est toujours dangereuse, fût-ce en une période de calme absolu international; elle est d'autant plus redoutable dans le moment de crise suprême que nous traversons.

La grande masse de la nation, comme l'immense majorité de l'armée semblent se solidariser avec le gouvernement provisoire.

*Corriere della Sera*, 13.IV.17:

Après avoir raillé les déclarations d'Hinden-

burg à un journaliste espagnol sur la solidité du front (put-on y perdre deux divisions et des positions importantes), ajoute:

... Hindenburg a dit: « Les événements de la Russie favorisent les plans allemands. » Et jusqu'ici, les faits ne lui donnent pas tort. Dans la balance de la guerre, les révolutionnaires ont mis la défaite de Stochod, tandis que leurs compagnons « extrêmes » éprouvent à leur tour ce que la révolution française avait prouvé irréfutablement: que dans la grandeur d'une révolution, le carnaval des imbéciles et des fous à lier s'y trouve compris. Seulement le carnaval n'est pas un épisode et la grandeur d'une révolution demeure.

*Il Secolo*, 14.IV.17. — L'Espagne vers l'Entente:

Une décision en ce sens de l'Espagne est à prévoir. L'habile diplomate Cortina qui est à Londres peut très bien, sous le couvert d'une autre mission, tâter le terrain pour une entente politique.

L'intervention de l'Espagne, outre les effets favorables pour les alliés, aurait des conséquences incalculables sur la politique intérieure du pays, parce qu'il ne faut pas oublier que la germanophilie espagnole est représentée, presque exclusivement, par les partis réactionnaires.

## AUTRICHE

*Reichspost*, 12.IV.17. — Les exigences de paix des socialistes révolutionnaires russes:

Si les nouvelles de plus en plus nombreuses et extraordinairement saillantes de Russie ne sont pas trompeuses — et il s'agit cette fois de nouvelles de sources absolument sûres — on peut envisager pour un temps très rapproché un tournant décisif qui peut-être sera déterminant pour le résultat de la guerre mondiale. La délégation des ouvriers et des soldats de Pétrougrad, soit le contre-gouvernement radical, publie une série de résolutions qui ne signifient rien de plus et rien de moins que ce groupe désire sans tarder l'ouverture de négociations de paix et que dans ce but il faudrait créer une commission prise dans le sein de la délégation et qui aurait pour mission d'entretenir une représentation à Stockholm qui soit à même d'expédier des courriers à l'étranger.

On a l'impression que ces résolutions sont une réponse aux dernières déclarations des puissances centrales sur leurs dispositions pacifiques; ce qui renforce cette impression, c'est l'exigence de la délégation ouvrière d'avoir un contrôle personnel à l'Agence télégraphique de Pétrougrad. Les partisans de la paix en Russie se sont probablement rendu compte qu'ils courraient le risque d'être renseignés de façon erronée par les communiqués altérés dans le sens anglophile, sur les intentions et les déclarations des puissances centrales.

*Neue Freie Presse*, 12.IV.17:

Le Comité des délégués ouvriers russes exige le commencement immédiat de pourparlers de paix. Cette corporation est actuellement la plus grande puissance à Pétrougrad. Elle a deux chefs, le ministre de la justice Kerenski et le délégué Tschaidse, dont les personnalités incarnent pour les masses la réalisation des désirs de liberté, de sécurité juridique et de salut. Aussi, lorsque le Comité des délégués ouvriers, soutenu par les délégués des soldats prend le parti de la guerre à la gorge et lui dit qu'il devra tomber comme est tombé la politique qui voulait l'asservissement intérieur, exprime-t-il plus que le désir d'un groupe.

*Neues Wiener Journal*, 13.IV.17. — Le parlement hongrois ajourné ensuite des assauts formidables de l'opposition:

L'exigence du suffrage universel et secret avait chargé d'électricité l'atmosphère parlementaire, ainsi que l'avait déjà prouvé un incident à la Chambre des magnats où la même exigence avait aussi joué un rôle. Il est notoire que l'opposition ainsi que la majorité du peuple hongrois réclament du comte Tisza un droit de vote établi sur la base la plus large, un droit de vote pour tout le peuple, pour celui qui est au front sans distinction de classes et pour celui qui aussi, à l'intérieur, supporte bravement les plus lourds fardeaux de la guerre. Il est clair que le rescrit de Pâques de l'empereur Guillaume abolissant le droit de vote par classes en Prusse, a fourni à l'opposition hongroise un nouvel et puissant argument, et que l'opposition, comme ce fut aussi le cas au Conseil municipal de Vienne, suit résolument les exigences du moment, soit une démonstration du droit de vote.

L'opposition pensait renverser le comte Tisza, mais comme elle a présenté sa requête d'une manière aussi bruyante que turbulente, elle n'a réussi qu'à fournir à celui-ci l'occasion d'ajourner le parlement, ce qui a surpris tout le monde.

*Reichspost*, 14.IV.17. — La bonne adresse pour les exigences des partisans de la paix en Russie:

Il a été présenté au Conseil des ouvriers et des soldats de Pétrougrad une motion dont l'acceptation est à peine douteuse et dans laquelle il est demandé que « tous les gouvernements fassent un acte officiel de renonciation à un programme annexionniste ».

Les puissances centrales se sont déjà exprimé clairement. Ce sont elles qui ont déployé partout l'étendard de la liberté, pour les Polonais, les Albanais, les Flamands. Des desseins de conquêtes sont proclamés, et ils le sont à outrance, par l'Angleterre, la France et l'Italie. C'est à



ces alliés de la Russie que les amis de la paix du Conseil des ouvriers et des soldats de Pétrougrad doivent demander un acte de renonciation à des annexions, ils doivent obtenir d'eux l'assurance que l'Italie ne s'appropriera pas un pouce de terrain du Tyrol méridional ou de Gorizia, que l'Angle-

terre n'empochera aucune colonie allemande, et que la France ne renouvellera pas le vol de deux anciennes provinces allemandes.

Celui qui parviendra à obtenir ces déclarations porte la paix dans les mains.

## RUSSIE

*Birjevia Viedomoisti*, 20.III.17. — Les journées révolutionnaires du 13 au 17 mars à Moscou :

### PREMIÈRE JOURNÉE

A Moscou, les jours révolutionnaires commencèrent le 13 mars.

Ce jour, pas un seul journal n'a paru à Moscou; la circulation des tramways est arrêtée; des meetings ont lieu partout, ainsi que des assemblées à l'hôtel de ville entre les représentants socialistes; la publication d'ajournement de la Douma, après avoir été retenue par la censure militaire, fut ensuite admise; la publication d'ordonnance du général Khabalof fut défendue par la censure militaire.

Les nouvelles reçues des événements de Pétrougrad avaient excité toute la ville; bien que ces nouvelles n'ont pas été communiquées à la presse, elles furent largement répandues par les petites feuilles imprimées à la machine à écrire; le matin du 13 mars, des foules considérables avec des drapeaux rouges circulaient par toute la ville en chantant des chants révolutionnaires; elles n'ont pas été inquiétées ni par la police, ni les gendarmes à cheval; les foules se dirigèrent surtout vers l'hôtel de ville où, pour la régularisation du mouvement populaire, a été organisé un comité, composé des représentants de la ville, de l'union des Semstvos, de la Société marchande, des comités de la Bourse, du Comité d'industrie militaire, des coopératives et des autres organisations sociales; ce Comité était composé de 150 personnes à peu près.

On discutait sur la constitution d'une commission de sécurité sociale; en même temps, siégeait à l'hôtel de ville le Conseil des députés ouvriers, élaborant aussi des mesures pour la sécurité sociale.

Au sein du Conseil des députés ouvriers, deux appels ont été élaborés: au peuple et aux soldats; leur lecture sur la place de Voskresenska fut suivie des cris de « hourra! » et « bravo! »; une foule immense se trouvait devant l'hôtel de ville bien avant dans la nuit.

Jusqu'au soir du 13 mars, la situation était indécise. Tout le monde reconnaît que le sort du mouvement sera décidé par les troupes et on ne connaissait pas encore de façon précise l'avis de la majorité de la garnison de Moscou.

Déjà le matin différentes parties des troupes s'étaient rendues à l'hôtel de ville et avaient déclaré leur adhésion au mouvement populaire, mais leur nombre n'était pas encore grand.

Le soir du 13 mars ont apparu les caractéristiques de la force grandissante du mouvement.

La foule se trouvait devant l'hôtel de ville; des petits détachements de troupes, des groupes séparés de soldats arrivèrent; la foule s'agitait sur la place en attendant les événements et criait « hourra! » lorsque passaient les détachements militaires.

Tout à coup la foule s'agita avec une force particulière, les cris de « hourra! » retentirent sur toute la place: par le passage Neglinsky débouchaient sur la place du Théâtre plusieurs compagnies de soldats baïonnette au canon; la foule s'ouvrit; des chapeaux volent en l'air; les cris de « hourra! » ne cessaient pas; les compagnies s'approchent de l'hôtel de ville et se mettent à la disposition du peuple.

Le bâtiment de l'hôtel de ville reçoit une solide défense.

### LA DEUXIÈME JOURNÉE

Le matin du 14 mars, les manifestations populaires recommencent et des foules immenses venant des différentes

parties de la ville vont vers le bâtiment de l'hôtel de ville avec les drapeaux rouges, aux sons de chants révolutionnaires. Par la rue Tverskaïa descendent les troupes et l'artillerie se dirigeant vers le bâtiment de l'hôtel de ville; les troupes débouchent aussi des autres quartiers de la ville et sur la place Voskresenska se réunissent la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie; les troupes marchent sous le drapeau rouge et sont reçues par le public aux applaudissements et aux cris de « hourra! »; on agite les mouchoirs et les chapeaux.

Sur la place Vosnesenska, ainsi que sur la place du Théâtre se trouvaient plusieurs dizaines de mille de personnes enthousiastes; une foule immense se trouvait également sur la place Rouge, sur la place Kalantchevskaïa, près de la gare et près des portails Rouges; des foules immenses ont traversé la rue Miasnitska et la place Loubianska; du portail Kalouzska par le pont Kamenny a passé également un grand groupe du peuple, à qui on a essayé sans succès de barrer le chemin; vers 1 heure de l'après-midi, sur la place Rouge sont arrivées l'artillerie et d'autres troupes dans le but de s'emparer de l'arsenal qui s'est rendu vers 2 heures de l'après-midi.

Les troupes restées fidèles au vieux pouvoir sont concentrées au manège. De grands détachements de troupes révolutionnaires se sont avancées et leur ont déclaré que, si elles ne se rendent pas, le manège serait canonné; les troupes occupant le manège se sont rendues; elles ont été envoyées vers l'hôtel de ville.

Les députés ouvriers, élus à l'instant même, accompagnés de milliers de leurs électeurs, se rendirent au même endroit.

Des milliers d'ouvriers ont passé par colonnes régulières bras-dessus bras-dessous. Toute la journée, dans toutes les rues, des foules immenses faisaient éclater leur joie. Sur les murs des maisons sont affichés les « bulletins de la révolution »; les automobiles qui passent les jettent au peuple.

Durant toute la journée se sont présentés à l'hôtel de ville les délégations des différents régiments de la garnison de Moscou, exprimant leur désir de passer dans les rangs des troupes soumises au Comité des organisations sociales; quelques-uns ont remis leurs drapeaux à l'hôtel de ville.

Il n'y avait plus, à minuit, à Moscou, un seul militaire qui ne soit passé à la révolution.

Le 14 mars, on ne peut signaler que deux rencontres sanglantes.

Sur le pont Kamenny se produisit une rencontre entre deux groupes de troupes: deux soldats sont tués et quatre blessés.

Sur le pont Jouzsky, une escouade de police se lança sur la foule des ouvriers: un ouvrier, un commissaire et un sergent de ville sont tués.

Vers 5 heures de l'après-midi, à 300 mètres environ au-dessus de la ville, apparaît un avion; le bruit du moteur attire l'attention du public; de la foule s'élevèrent des cris: « Regardez! un avion avec le drapeau rouge! »

Et en réalité, sur une aile de l'avion flottait un petit drapeau rouge; c'était un aviateur militaire qui, planant sur Moscou révoltée, exprimait sa solidarité avec le peuple.

« Hourra! hourra! hourra! » s'élevèrent d'en bas des milliers de voix.

Après avoir fait quelques cercles au-dessus de la partie centrale de la ville, l'avion a disparu.

Pendant la journée, la foule, souvent avec la collaboration des soldats, a désarmé de nombreux sergents de ville.

Le soir, a été exécuté l'ordre du Comité provisoire: le



général Mrosovsky fut arrêté, ainsi que le général Chebeko.

Le même jour on a libéré tous les détenus politiques. La milice est fondée.

Le plus grand événement du 14 mars est l'organisation du Comité des députés des ouvriers.

A l'hôtel de ville siègea, le soir, le Comité exécutif des organisations sociales.

### LA TROISIÈME JOURNÉE

Le 15 mars, la place Voskresenska reste le centre du mouvement populaire et plus particulièrement le bâtiment de l'hôtel de ville. Un Comité exécutif de quinze personnes siège sans interruption.

Devant le bâtiment de l'hôtel de ville passent sans cesse, dans un ordre parfait, des régiments entiers, officiers en tête, bannières déployées, au son de la musique militaire; c'est dans un extase frénétique que la foule salue aux cris délirants de « hourra! » chaque fraction de troupes qui passent.

Les troupes, sauf celles qui sont nécessaires pour le maintien de l'ordre en ville, s'en retournent dans les casernes et continuent leurs occupations.

Près de l'hôtel de ville deux militaires s'approchent d'un officier, ce sont des officiers anglais; ils déclarent avec enchantement leur impression: « Nous savions que la Russie est un grand pays, mais nous ne savions pas qu'il y existait une si merveilleuse discipline, que vous saviez si bien maintenir l'ordre; nous sommes heureux d'être témoins de ces jours inoubliables; la Russie, la véritable et grande Russie, s'est enfin retrouvée; nous communiquerons avec joie à nos camarades, vos fidèles alliés, ce que nous avons vu, ce que nous avons vécu ensemble. »

Tout le monde salue les Anglais.

Tout à coup s'élèvent des cris: « Place à son excellence! » Un vieux soldat se faufile à travers la foule, un défenseur de Sébastopol, général en retraite; il sourit, il rabaisse d'une main tremblante les bras des militaires qui lui rendent les honneurs; un bryant « hourra! » roule dans la foule; on mène soigneusement le vieux général vers l'hôtel de ville; il s'arrête et, regardant le ciel, dit à haute voix: « Je Te remercie, Seigneur, de n'avoir pas laissé périr ma patrie! »; en réponse s'élève un nouvel « hourra! ».

Sur le marché de Khitrovka régnait un ordre parfait; tous les coins du quartier sont garnis de drapeaux rouges.

Quelques déclarations de pillage ont été faites au Conseil des députés ouvriers; elles s'expliquent par le fait qu'on a libéré de la prison « Boutirki », en même temps que les détenus politiques, les détenus de droit commun et parmi eux le célèbre bandit Sachka, séminariste.

### L'ORGANISATION D'ADMINISTRATION DE MOSCOU

Un commissariat remplace la préfecture; Léontieff est nommé comme chef de la ville, en remplacement du préfet; cinq adjoints (cinq avocats) remplacent les maîtres de police; les places de commissaires seront occupées également par des avocats; les anciens employés de la préfecture restent à leurs places.

*Novoïe Vremia*, 20.III.17. — Le congé des métropolitains:

Par ordre du procureur général, W.-N. Lvoff, sont congédiés les métropolitains: de Pétrograde-Pitirine, de Moscou-Macarie, et l'archevêque Isidore.

Le congé de ce dernier, qui était l'ami personnel et adorateur emporté de Raspoutine, s'est passé dans les conditions suivantes:

Le 18 mars, le procureur général du Saint-Synode, W.-N. Lvoff, s'est rendu personnellement chez l'archevêque Isidore et lui a offert de signer une requête de congé, préparée à l'avance:

— C'est vous, qui avez célébré le service funèbre de Grégoire Raspoutine? demande W.-N. Lvoff.

— Non, répond l'évêque, et, après un court silence: Mais il était constitutionnaliste-démocrate.

W.-N. Lvoff en riant aux éclats a répondu:

— Raspoutine était tout simplement un ivrogne et un débauché.

### *Birjevia Viedomosti*, 20.III.17:

Le Conseil des députés des ouvriers et des militaires, après avoir examiné la question de la cessation des grèves, a accepté la résolution suivante:

« Reconnaisant que la première tentative a été couronnée de succès et a suffisamment assuré la position de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire, le Conseil des députés des ouvriers et militaires reconnaît possible aujourd'hui même la reprise des travaux à Pétrograde, à condition qu'au premier signal les travaux repris seront cessés. La reprise des travaux paraît souhaitable, étant donné que la situation est tellement sérieuse qu'elle menace de troubler les forces économiques du pays affaiblies par l'ancien régime. Dans le but de consolider les avantages acquis, de parvenir à de nouvelles conquêtes, le Conseil des députés des ouvriers et des militaires demande en même temps que la reprise des travaux, la création immédiate des organisations ouvrières de tous genres, comme points d'appui de la lutte ultérieure pour parvenir aux idéals du prolétariat. En même temps qu'on exécute la décision du Conseil des députés des ouvriers et des militaires, il est nécessaire de procéder immédiatement à l'élaboration des exigences économiques qui seront présentées aux entrepreneurs au nom de toute la classe ouvrière.

« Pour les autres villes, la décision au sujet de la reprise des travaux est remise à l'appréciation des Conseils locaux des députés des ouvriers qui ont à tenir compte des conditions locales. »

*Novoïe Vremia* (ancien journal officieux), 20.III.17. — Sur le seuil d'une vie nouvelle:

Le 1er août 1914, jour de la déclaration de guerre de l'Allemagne, l'empereur Nicolas II sortit sur le balcon du Palais d'Hiver. Ce fut un spectacle inoubliable. Sur la place historique, maintes fois arrosée par le sang du peuple, se trouvaient des foules immenses. Elles saluèrent le chef d'Etat par des cris enthousiastes et par l'hymne-prière, sans cesse répétés.

L'Empereur, jusqu'à ce temps-là, n'était pas aimé; il était ennemi implacable de la liberté populaire; il estimait les caprices d'absolutisme plus que le bien de la patrie; la guerre perdue avec le Japon pesait sur sa responsabilité; il a trahi les promesses solennelles données par le manifeste d'octobre 1905; il s'entourait de flatteurs, de serfs, d'oppressés de la pensée et de la parole, de pillards d'Etat; le cœur du peuple s'est fermé pour lui.

Mais il semblait qu'au moment du danger national tout était oublié: les égarements, les erreurs, même les crimes et une foi inexplicable surgit voulant que le passé ne se répéterait pas; le monarque avait, semblait-il, compris quelle était sa place dans l'Etat; la guerre et les sacrifices sanglants du peuple pour la défense de la patrie devaient éclairer l'esprit et le cœur du souverain.

Il n'a pas justifié cette confiance; bien mieux, il a trompé les dernières espérances du peuple; il s'entoura, comme d'habitude, de personnes méprisables, pour lesquelles le bien de l'Etat n'existait pas. Il conserva à la tête de l'administration militaire un général, dont le bureau était le refuge des espions allemands et autrichiens; en tête de l'administration civile étaient mis des vieillards infirmes dont l'unique mérite était leur haine contre la liberté populaire. Ces gens ont pensé non pas à la victoire sur l'ennemi, mais à la répression du peuple, qui lui donnait son âme pour le salut de l'Etat. La nation devait faire la guerre sur deux fronts: aux frontières contre l'ennemi et à l'intérieur — contre l'ennemi encore plus méchant — l'administration supérieure de



l'Etat, agissant comme si elle avait reçu des ordres de Berlin; ils enrayaient les efforts de la nation pour créer la défense de l'Etat. Ils ont réussi à faire d'un pays, plein de réserves de vivres un désert affamé; avec un entêtement étonnant ils faisaient naître le désespoir dans l'âme de la nation.

L'armée sans les armes et munitions nécessaires, la population sans nourriture et sans le droit d'organisation sociale, voilà le résultat de l'action du régime tombé.

Soukhomlinoff, Goremikine, Sturmer, Tcheglovitoff, Protopopoff appelés au pouvoir par l'empereur Nicolas agissaient comme s'ils recevaient des ordres directement de l'empereur Guillaume II.

Ils provoquaient le peuple à la révolte, comptant l'écraser en inondant de sang la Russie; l'arme la plus précieuse à la défense des frontières — des centaines de mitrailleuses — ont été livrées à la police pour fusiller sans pitié le peuple.

Les efforts conscients et inconscients de l'ancien régime de provoquer la révolte populaire furent couronnés de succès, heureusement non pas celui auquel rêvaient les Protopopoff et Sturmer.

Au moment décisif l'armée, que l'ancien régime considérait comme l'exécuteur sans volonté de ses projets, se retourna contre lui; l'ancien régime moralement pourri a buté sur la pierre même, qu'il considérait comme son inébranlable soutien.

Tranquillement et en toute assurance, nous attendons que l'instinct politique du peuple russe lui dicte une décision virile.

*Birjevia Viedomosti*, 24.III.17. — Pourquoi fut arrêté Nicolas II :

Le Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et militaires communique :

« Il y a déjà quelques jours, le Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et militaires, tenant compte de la volonté nettement exprimée par le peuple révolutionnaire, demanda au gouvernement provisoire d'arrêter le tsar et sa famille. Les désaccords se manifestèrent au sein du gouvernement provisoire, certains membres voulant autoriser l'ancien tsar à se rendre en Angleterre, où la surveillance du gouvernement anglais le rendrait, disaient-ils, inoffensif. Des pourparlers avaient déjà été entamés avec le gouvernement anglais.

Le Comité exécutif du Conseil a proclamé funeste pour l'œuvre de la révolution russe la liberté de Nicolas II, ainsi que son départ pour l'étranger, où il possède une immense fortune, cachée dans les banques étrangères. Il aurait pu organiser un complot contre le nouveau régime, agiter les « cents noirs », soudoyer des assassins, etc. Après examen de toutes ces circonstances, une délégation spécialement élue par le Comité exécutif est entrée en pourparlers avec le gouvernement provisoire afin de se prémunir contre ce danger possible.

Cette démarche était d'autant plus nécessaire, que le matin du 22 mars des nouvelles venant des commissaires du Comité exécutif avaient avisé ce dernier que deux trains devaient quitter Tsarkoïé Selo avec l'ancien tsar et sa suite. Plusieurs ont même exprimé leurs appréhensions, que Nicolas II ne se dirige, avec le consentement du gouvernement provisoire, sur Pétrograde pour passer ensuite à l'étranger par Torneo.

Examinant hâtivement la situation avec les délégués des soldats et officiers révolutionnaires, le Comité exécutif a immédiatement pris des mesures extraordinaires pour empêcher la sortie de Russie de l'ancien tsar, en même temps qu'il entamait les pourparlers ci-dessus.

Le résultat de ces pourparlers est :

1<sup>o</sup> La question du départ à l'étranger de Nicolas II et des autres membres de la famille impériale ne sera décidé qu'après accord entre le gouvernement provisoire et le Comité des députés ouvriers et militaires;

2<sup>o</sup> La famille impériale est temporairement incarcérée à Tsarskoïé Selo jusqu'à ce qu'un nouveau lieu de détention soit déterminé par accord à intervenir entre les mêmes pouvoirs;

3<sup>o</sup> Un commissaire spécial du Comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et militaires interviendra dans la surveillance de la famille impériale arrêtée, ainsi que dans l'exécution des autres mesures prises à son égard. »

*Birjevia Viedomosti*, 24.III.17. — En prévision d'un départ arbitraire de Nicolas II :

Sur l'ordre du gouvernement provisoire, la Commission militaire a envoyé des télégrammes à tous les postes frontières de Russie et de Finlande, ainsi qu'à plusieurs stations de chemins de fer, avec instructions de prendre toutes mesures nécessaires en cas de départ arbitraire de Nicolas II de Tsarskoïé Selo.

*Birjevia Viedomosti*, 23.III.17. — 1,300,000 roubles pour les détenus politiques libérés :

La femme du ministre de la justice, Mme O. Kerensky, a reçu jusqu'à ce jour pour les besoins des détenus politiques libérés la somme de 1,300,000 roubles; dont 500,000 roubles venant des banques de Pétrograde, le solde des sociétés de pétrole et d'assurance; les dons continuent d'affluer.

*Birjevia Viedomosti*, 24.III.17. — Le retour des émigrés politiques en Russie.

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères, P.N. Milioukoff, le Conseil des ministres a décidé de faciliter le retour gratuit à tous les émigrés désirant revenir en Russie. Ordre a été donné à toutes les frontières de ne faire aucune difficulté aux émigrés rentrant au pays.

## POLOGNE

Les journaux de Varsovie publient la réponse du Conseil d'Etat polonais provisoire à la proclamation du gouvernement provisoire russe :

Le Conseil d'Etat provisoire du royaume de Pologne, après avoir examiné la proclamation du gouvernement provisoire russe à la nation polonaise, a adopté à l'unanimité dans sa séance du 6 avril la résolution suivante :

La guerre européenne a soulevé la question polonaise comme un grand problème de la politique internationale mondiale. Notre peuple sentit que ses aspirations séculaires pouvaient être désormais réalisées. La participation volontaire et pleine de sacrifices des légions allant se bat-

tre pour l'indépendance de la Pologne fournit une expression vivante de ces aspirations.

La question polonaise ne pouvait être résolue que par la création d'un Etat polonais. Les gouvernements des puissances centrales furent les premiers à reconnaître cette nécessité historique. L'acte du 5 novembre appela à la vie un Etat polonais indépendant, bien qu'il ne précisât pas ses frontières. Maintenant le gouvernement provisoire russe reconnaît, de son côté, l'indépendance de notre patrie et établit ainsi que la résurrection de la Pologne est devenue une nécessité historique indiscutable. Cependant le nouveau gouvernement russe offre aux Polonais les territoires qu'il ne domine guère; il prévoit ensuite la détermination des



frontières de l'Etat polonais par la Constituante russe; il parle enfin d'une union militaire libre des deux puissances. Or toute union imposée limitant notre indépendance serait contraire à l'honneur d'une nation libre. Nous devons nous garantir d'une manière absolue contre toute condition qui entraverait notre libre volonté nationale.

Le Conseil d'Etat provisoire, le seul organe de l'Etat polonais, salue avec satisfaction le rayon de liberté qui perce les ténèbres de l'esclavage enveloppant jusqu'ici la vie des peuples de l'Empire russe. Il prend acte du fait que le nouveau gouvernement russe a reconnu l'indépendance de la Pologne. Mais en même temps il constate que le procès séculaire polono-russe au sujet des pays situés entre la Pologne ethnographique et la Russie et qui suivaient les anciens destins de la Pologne, n'est pas tranché par la proclamation du gouvernement russe. Nous ne pouvons pas abandonner ce conflit à la décision partielle de la Constituante russe. Le sort de ces pays devrait être déterminé dans le sens de l'intérêt politique d'un Etat polonais indépendant, en tenant compte de la volonté des peuples habitant ces régions.

Le Conseil d'Etat provisoire voit très clairement la tâche qui se dresse devant lui: c'est de constituer une monarchie constitutionnelle avec un gouvernement fort et une armée nombreuse. Ces tâches, nous les accomplirons. La formation surtout d'une force armée propre comme une garantie de notre existence politique indépendante est pour nous un devoir dont rien ne pourra nous faire détourner.

Nous désirons observer vis-à-vis de l'Etat russe des bonnes relations de voisinage. Toutefois nous devons écarter toute idée nous entraînant dans une guerre contre les puissances centrales dont les monarques se sont portés garants de notre indépendance. Ce n'est pas à une guerre prolongée, mais à une paix durable qu'aspirent les peuples ensanglantés de l'Europe. Puisse la Pologne indépendante, proclamée par l'acte du 5 novembre et récemment reconnue par le gouvernement de la Russie renaissante, constituer la base des négociations en vue de la paix et garantir la vie normale aux peuples européens.

*Jednose robotnicza* (L'Union ouvrière), de Varsovie, organe du Parti socialiste polonais. — La révolution russe et la Pologne:

Nos rapports avec la Russie et l'Etat russe sont tout à fait clairs. Nous saluons joyeusement la démocratisation de cet Etat et nous souhaitons à nos camarades russes de produire la plus efficace influence dans la reconstitution de leur Etat. Nous considérons le mouvement révolutionnaire russe au point de vue de solidarité internationale. Nous persisterons d'autant plus dans notre volonté d'indépendance. Nos aspirations à un Etat polonais démocratique indépendant doivent être d'autant plus fortes, que le mo-

ment de la paix approche et que les peuples élèvent leur voix et influenceront les événements politiques.

La Russie annexionniste, la Russie qui voudrait continuer la guerre et reconquérir nos terres, ou conquérir la Galicie, serait pour nous un ennemi, fut-elle un Etat démocratique.

Nous ne pouvons nous réconcilier qu'avec une Russie qui reconnaisse complètement l'Etat polonais indépendant!

*Kurjer Warszawski* (Courrier de Varsovie), du 7.IV.17, publie le communiqué suivant de La Ligue pour la reconstitution de l'Etat polonais (L. P. P.):

En ne méconnaissant aucunement la valeur de la reconnaissance par le gouvernement russe dans telle ou autre forme des droits de la nation polonaise à son existence politique indépendante, donc reconnaissance involontaire et indirecte de l'acte du 5 novembre, la Ligue pour la reconstitution de l'Etat polonais constate que ce fait ne peut aucunement changer son attitude principale qui consiste à profiter de la guerre actuelle pour créer un Etat polonais fort et indépendant. Ce principe a été posé par la Ligue au moment où l'aspiration à l'indépendance était considérée comme un crime politique, elle le proclame à nouveau aujourd'hui, où ces aspirations ont été reconnues par la Russie comme le droit incontestable de tout Polonais.

... L'union de la Pologne avec la Russie sous toute forme serait nuisible pour notre avenir national. La seule base possible des rapports entre les deux peuples ne peut être que l'indépendance absolue de la Pologne vis-à-vis de la Russie. L'expression de cette indépendance est la raison interne de l'existence de l'Etat polonais, dont le gouvernement définira dans l'avenir, par la voie diplomatique, les rapports entre les deux Etats.

La reconnaissance générale de nos droits à l'indépendance nous impose de nouveaux devoirs et des responsabilités plus grandes. L'idée de l'indépendance doit être promptement concrétisée en un Etat polonais solidement construit sur des bases durables et appuyé sur une armée et un gouvernement forts. L'accélération dans l'établissement de l'Etat polonais, l'appui énergique du Conseil d'Etat provisoire dans son travail créateur de l'Etat et enfin la formation de l'armée polonaise, voilà nos devoirs les plus importants. L'armée polonaise encadrée par les Légions éprouvées est un facteur indispensable à l'existence de l'Etat polonais. Sans elle, notre indépendance sera une fiction et l'Etat polonais ressuscité deviendra un objet de marchandage et de concessions diplomatiques réciproques au moment de la conclusion de la paix. La création de l'armée, l'établissement des bases de l'Etat avec le plus de forces nationales possible, voilà le besoin le plus important de notre politique nationale.

## BELGIQUE

*L'Indépendance belge* du 11.IV.17 tourne en ridicule les articles de M. Withaker, sur la Belgique, parus dans le *Times* et le *Daily News*. Elle termine en s'écriant: «Heureuse Belgique! malheureuse Angleterre, cruellement serrée des bienfaits de l'invasion.

*L'Indépendance belge*, 11.IV.17:

Le mauvais état du change français et russe ne provient aucunement d'un abaissement du crédit des deux pays, ni d'une diminution de la confiance du monde dans leur avenir. Il est simplement le résultat de la disproportion entre les paiements qu'ils ont à faire à l'étranger et ceux que l'étranger leur fait. Or, l'intervention américaine aura pour résul-

tat de mettre fin en grande partie à la sortie d'espèces françaises et russes à destination des Etats-Unis. En outre, un nettoyage sérieux pourra être fait du marché des valeurs françaises et russes. Et la situation générale du marché monétaire ne manquera pas de se ressentir bientôt du changement survenu.

*La Métropole*, 11.IV.17. — Dédié à M. Whittaker:

Les journaux de la «Kommandantur» de Bruxelles publient la note que voici:

«L'expertise des poissons à Bruxelles. — En février, les arrivages de poissons à la Minque se répartissent comme suit: 4 kilos d'éperlans et 15 kilos de plies.»

Dix-neuf kilos de poisson pour 800,000 bouches!



M. Whitaker a omis, dans ses articles désormais fameux, de signaler l'abondance du poisson dans les restaurants de Belgique. Si, pourtant, il s'était souvenu du miracle de la multiplication des pains et... des poissons... Mais un voyageur pressé ne pense pas à tout.

### Le XX<sup>me</sup> Siècle, 12.IV.17:

Les Luxembourgeois n'ont jamais rien eu de commun avec les Allemands; les Luxembourgeois sont d'anciens Belges détachés de la Belgique malgré eux et à qui l'indépendance, au point de vue intérieur, fut propice et devint très chère, mais la menace allemande, dès sa naissance, pesa lourdement sur le petit Etat. La présente guerre va l'en délivrer. C'était, depuis 1868, l'envahissement économique, après avoir été avant cette date la surveillance militaire. Les casernes existent encore au bord du gouffre de Clausen, où les soudards prussiens s'entassaient. Détestés, tenus à l'écart, il se vengeaient par un orgueil ivre et lourd. Ils ne trouvaient pas de distraction plus délicate que d'aller dans les fêtes de village, hors de la zone urbaine où ils étaient parqués, briser les arbres de la liberté. Comme aujourd'hui, le peuple les méprisait. Il avait ajouté au refrain national: « Nous voulons rester ce que nous sommes », un second vers: « Nous ne voulons pas être Prussiens! » Aussi, quand ils évacuèrent la ville, après que la conférence de 1867 eut donné au grand-duché son nouveau statut, leur départ fut-il célébré par des chants de délivrance.

### L'Indépendance belge, 13.IV.17. — A Berlin!

Depuis les innombrables cruautés commises par les barbares dans leur retraite dans la Somme et dans l'Aisne, après les atrocités constatées, les pillages et les destructions stupides et révoltantes, il n'est plus un combattant, qu'il soit Français, ou de l'armée britannique, ou Belge, qui ne réclame punition et vengeance.

Dans les lettres des Tommies, comme dans les conversations avec les soldats et les officiers des autres armées, c'est une seule volonté exprimée devant les actes des brigands: « Nous en ferons autant chez eux. »

« Nous comptons les obus qui pleuvent sur nos villes

innocentes et désarmées, me disait un combattant, non des moindres, et nous disons: un obus sur Arras sera un obus sur Aix-la-Chapelle; 2000 obus sur Reims, ce sera 2000 obus sur Cologne; une maison qui saute à Péronne, ce sera une maison à faire sauter à Dusseldorf; une rue supprimée par la dynamite à St-Quentin, ce sera une strasse à démolir par la mélinite à Münster. »

« Vous verrez. Ah! ils ont voulu anéantir nos fermes, nos industries, nos villes. Qu'ils prennent garde: ferme pour ferme, église pour église, maison pour maison, ville pour ville, charbonnage pour charbonnage, atelier pour atelier. Si les vénérables et splendides usines de St-Gobain n'existent plus, gare à la Rhénanie, aux Krupp et aux Thiessen! »

Et voilà quel est le sentiment général de nos combattants. Je ne le discute pas, je l'expose.

Une fois de plus, l'Allemand n'a pas compris; tant pis pour lui.

### La Métropole, 13.IV.17. — Les rapports entre le Gouvernement et la Nation:

Nous nous sommes préoccupés naguère du singulier état d'esprit que faisait naître parmi les Belges en exil l'impression d'isolement que crée l'absence de contact avec le gouvernement. Quelqu'un nous fit remarquer alors que les comités officiels belges avaient notamment pour but de servir de lien entre la population et le gouvernement.

Ce n'est cependant pas tout à fait ce que les Belges demandent. Nous avons l'impression que ce qui crée une grosse part des griefs, justifiés ou non, c'est la crainte que le gouvernement n'agisse sur certains points à l'encontre des vœux de la nation.

Sans doute, le gouvernement n'a pas manqué de s'entourer de conseillers. Mais, précisément, tout le monde n'est pas d'accord sur le choix de ceux-ci. Disons-le, il se fait ici en Angleterre tout au moins d'étranges commentaires au sujet de personnes qui se targuent de personifier en quelque sorte le gouvernement et qui prétendent, on ne sait en vertu de quels singuliers pouvoirs, à entraîner le gouvernement dans des entreprises qui n'ont rien de national, qui sont même en opposition flagrante avec les intérêts importants de nos nationaux.

## SUISSE

### Journal de Genève (colonel Feyler):

A son tour, l'armée française entre dans la danse. Le début est tout à fait analogue à celui des Anglais à Arras; aux deux extrémités de la nouvelle ligne allemande, les deux victoires se font pendant; tandis que les Anglais gagnent du terrain en direction du front Douai-Cambrai, de l'ouest à l'est, les Français ont forcé le plateau de Craonne, se sont portés, au nord de l'Aisne, dans la région de Berry-au-Bac et approchent de la Suippe entre Reims et Neufchâtel.

De Vailly à Reims, le front d'attaque a été d'une quarantaine de kilomètres; le nombre des prisonniers enlevés à l'ennemi a été d'une dizaine de milliers. De leur côté, les Anglais annoncent à ce jour 14,000 prisonniers et près de 200 canons pris, parmi lesquels des pièces de gros calibres, on arrive à un total de 24,000 prisonniers, ce qui représente au moins 100,000 hommes hors de combat, et peut-être une vingtaine de divisions mises à mal, les unes détruites ou disloquées, les autres simplement affaiblies ou fatiguées, toutes refoulées et plus ou moins démoralisées. L'impression générale est celle d'une manœuvre alliée parfaitement harmonieuse et d'une sérieuse défaite allemande. Et en attendant que la suite démontre les résultats stratégiques, le résultat moral sera, du côté des Alliés, une très vive satisfaction, du côté des Allemands une inquiétude rageuse.

Ce qui ressort le plus nettement de la défaite allemande de Craonne, suivant de si près celle d'Arras, c'est combien peu les explications de Berlin au sujet de la retraite générale de la Somme ont répondu à l'exacte vérité. On ne fera croire à personne que, dans la pensée du haut commandement impérial, cette retraite devait conduire à des défaites sur ses deux plans. Elle a été représentée au contraire comme le premier mouvement d'une grande conception, dont une victoire décisive devait être le prochain couronnement. Cependant, le moins que l'on soit autorisé à dire à l'heure présente, est que le généralissime allemand subit la résolution de ses adversaires.

Une première circonstance l'a prouvé: l'allure précipitée du recul allemand devant les Anglais sur les routes de Lens et de Douai. Evidemment, au moment où il a ordonné sa retraite, Hindenburg a pensé qu'il disposerait de plus de temps pour poursuivre sa manœuvre; il n'a pas cru que les troupes britanniques seraient aussi promptement en mesure d'élargir le front de leur offensive et de reporter avec une égale vigueur dans la région d'Arras et de Lens l'attaque que sa retraite esquissait à Bapaume et à Péronne. Et ceci prouve par surcroît qu'en ordonnant cette retraite le maréchal Hindenburg subissait déjà la supériorité des armées alliées.

La victoire française d'hier complète la démonstration. Elle éclaire d'un jour plus vif encore la situation de l'armée allemande dans l'angle de Noyon. Ne se sentant plus



capable de résister à une poussée sur le front de l'Aisne, entamée sur celui de la Somme devant Bapaume et Péronne, cette armée était obligée, sous peine des pires calamités, de céder son front à l'ennemi. Son recul devait lui permettre de consolider d'autant ses positions au nord et à l'est de l'angle abandonné. La crête de Vimy, le plateau de Craonne étaient les points d'appui naturellement très solides et en outre puissamment fortifiés qu'elles destinaient à assurer ses flancs dans sa nouvelle ligne de défense. Ce sont ces deux points d'appui que les victoires britannique et française ont fait sauter, démontrant par là et du même coup que la retraite « géniale » de la Somme a été une retraite contrainte, c'est-à-dire un aveu du haut commandement allemand de l'infériorité de ses moyens devant les menaces qu'il redoutait.

### La Suisse:

... La lecture des communiqués de Berlin est éminemment divertissante. Cependant que le front allemand ploie sous la pression irrésistible des Anglais, que les armées du kaiser se voient inexorablement refoulées vers l'est et qu'elles enregistrent en tués, blessés et prisonniers, des pertes considérables, le grand état-major ne craint pas d'affirmer que la situation n'a subi aucune modification.

On ne saurait mentir plus impudemment. Plus imprudemment aussi. Car si l'étranger est dès longtemps fixé sur la valeur qu'il convient d'attribuer aux rapports officiels de Berlin, et si ces perpétuelles entorses à la vérité ne sauraient plus le surprendre, il y a le peuple allemand qui ne peut demeurer toujours dans l'ignorance des réalités.

### La Gazette de Lausanne:

Depuis la révolution russe et l'entrée en guerre des États-Unis, le comte Karolyi est devenu un grand homme et son programme, le programme de l'avenir. Il comprend le suffrage universel, une armée hongroise, des finances proprement hongroises, une politique étrangère hongroise. Cette politique étrangère orientera la Hongrie vers la Russie — car l'opposition hongroise se découvre une immense sympathie pour la Révolution russe — vers la France et vers la Grande-Bretagne.

Tout cela est fort bien, mais l'Entente a été si parfaitement trompée par les Magyars qu'elle attendra sans doute pour prêter l'oreille à leurs offres de paix qu'ils aient commencé d'accomplir le programme du comte Karolyi. Or il s'en faut que la Hongrie marche de ce côté. Le dictateur est encore le comte Tisza, le comte Tisza qui est certainement, de tous les hommes d'État de l'Autro-Allemagne (nous ne parlons pas des souverains) le plus directement responsable de la catastrophe actuelle.

### La Suisse (Willy):

Certains individus, quand ils voient les coups de balai imminer, s'arrangent de façon à se trouver toujours du côté du manche.

C'est pour cette raison (la raison du plus fort) que les Hongrois, édifiés sur la valeur des victoires obstinément régressives d'Hindenburg, tournent leurs sympathies caméléonesque vers la Russie « dont nous rapprochent les récents événements », susurre Tisza, une main sur son cœur.

Aussi bien, le député Neumann avait prévu cette nouvelle orientation de la girouette magyare quand il disait à Berlin, le 1 décembre 1915: « Les Hongrois doivent se diriger vers Vienne... ou vers Moscou. »

Comme leur ministre, les socialistes du « Vilag » et de la « Nepszava » bêlent à la Russie désertarisée de douces choses empruntées au répertoire poussiéreusement pacifard de 1849: que ce « chrétien à musique de Romain Rolland » s'efforce en vain de remettre à la mode: « Les peuples sont pour nous des frère-ères, des frère-ères... »

### Le Genevois:

La réforme intérieure en Prusse est un leurre du point de vue sincèrement et utilement démocratique; il n'empêche qu'elle éloigne le souverain de sa camarilla et le rapproche de son peuple. Or, le peuple allemand désire ardemment la fin de la guerre; c'est à la paix qu'il aspire; les victoires lui sont devenues entièrement indifférentes. A Stuttgart, lors de la prise de Bucarest, les autorités locales rencontraient le plus mauvais vouloir des habitants à paivoiser. « Grande victoire; réjouissez-vous! », s'écriait-on. Et si quelqu'un répondait c'était pour dire: « Que nous font les victoires? C'est la paix que nous voulons. » Indubitablement, le peuple allemand (c'est-à-dire la nation allemande moins les hobereux, les agrariens et les barons de la finance et de l'industrie) ne demande pas une paix avec annexions; il désire de regagner ses pénates, de quitter le front ou l'usine et de cultiver son jardin, guéri pour longtemps qu'il est du goût des aventures.

### La Gazette de Lausanne (Lazare Weiller):

La Suisse est vraiment le laboratoire de choix de la propagande allemande. Nulle part, elle n'emploie plus d'agents, munis de ressources plus considérables, pour accomplir par des moyens plus variés une œuvre diverse et unie à la fois.

Ce serait d'ailleurs se faire une étrange illusion que de s'imaginer que le but de la propagande en Suisse est la conquête morale et économique de la Suisse. La proie ne serait évidemment pas à dédaigner et rien n'est négligé pour en accaparer ce qui y est à prendre, mais l'objectif qui est visé de Berne, de Bâle, de Zurich, de Lugano, de Genève, est autrement vaste: c'est tout simplement l'univers.

\* \* \*

*Il Dovere*, 10.IV.17. — Le cadeau de Pâques de l'empereur:

Il faut croire que la situation politique intérieure soit bien tendue en Allemagne, pour que l'empereur Guillaume se soit vu forcé d'accorder tout à coup ce que la monarchie avait toujours refusé depuis 70 ans. Et il faut qu'en ces derniers jours la situation ait empiré considérablement, pour faire abandonner au gouvernement le point de vue qu'il avait adopté, savoir, d'élaborer et de discuter la réforme, après la guerre seulement, et se mettre, au contraire, sur la voie des concessions immédiates.

*L'Adula*, 14.IV.17. — « Ça ira »:

Après les États-Unis, le Brésil et la petite république de Cuba, tandis que l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, la Bolivie affirment idéalement leur adhésion au gigantesque mouvement de révolte de l'humanité offensée; pendant que la vieille Espagne traverse des moments d'hésitation impatient en présence de la nécessité de se débrouiller des liens d'une politique infectée par le jésuitisme allié des émissaires de l'autocratie austro-allemande.

Nous sommes au jour du « ça ira » que les peuples entonnent et lancent au-dessus de tous les confins, non plus au nom des droits particuliers, mais, et surtout, au nom du droit universel.

### A propos du Rescrit impérial

*Vaterland*, 10.IV.17:

Les circonstances plus libérales de la Prusse qui, en conformité au rescrit impérial du 7 avril, vont être immédiatement préparées et devront apporter au peuple une extension importante de ses droits, ont soulevé dans tout le pays une joie immense et compréhensible. Excepté la « Gazette de la Croix », journal important des « Junkers » conservateurs, tous les journaux saluent dans le rescrit impérial « une proclamation de la plus haute importance, un joyeux



message de Pâques qui resserre plus étroitement et plus fortement les liens de confiance entre le roi et son peuple et assied plus solidement la royauté populaire prussienne ». Scule, la « Gazette de la Croix », déjà mentionnée, est troublée et se plaint qu'« un arrêt sur la voie de l'introduction du droit électoral pour le Reichstag en Prusse et de la démocratisation complète de la Prusse ne peut plus être attendu de la politique du chancelier de l'empire ».

Toutes ces voix de la presse montrent clairement qu'un esprit de joyeuse disposition envers l'avenir a soufflé sur tout le peuple.

### *Berner Tagblatt*, 10.IV.17. — L'Etat allemand populaire :

M. Wilson doit être de bien mauvaise humeur aujourd'hui. Il est vrai qu'il n'y a rien de plus désagréable que de voir les plus belles paroles vous rester soudainement à la gorge. Toute la plaidoirie, de libération, toutes les subtiles distinctions entre le gouvernement allemand et le peuple allemand, toutes les phrases ronflantes sur les formes gouvernementales moyennâgeuses et autres, tout était vain. Rarement un gouvernement s'est fourvoyé dans les orties avec son programme de guerre, comme l'a fait le gouvernement américain. Si le démocratique M. Wilson voulait faire la guerre pour des motifs réellement démocratiques, il devrait conclure la paix dès maintenant. Depuis son cri de guerre lancé aux neutres, il n'a jamais subi de mésaventure comme en ce jour où le peuple allemand reçoit des mains de l'empereur la promesse solennelle d'une nouvelle orientation largement démocratique et où les Prussiens reçoivent de la bouche du roi la condamnation définitive du droit électoral par classes et l'annonce d'un nouveau droit électoral libéral devant être préparé immédiatement et entrant en vigueur dès la conclusion de la paix.

Il n'y a plus d'hésitation possible: le message de Noël du 12 décembre 1916 et le message de Pâques du 8 avril 1917 constituent deux faits qui proclament bien plus clairement et avec plus de promesses, un avenir plein de paix pour les peuples que le manifeste plein de beaux mots du président américain.

### *Bund*, 10.IV.17 :

Dans les cercles aux idées démocratiques de tout l'empire allemand, même en dehors des frontières de cet empire, en particulier dans notre pays, le message de Pâques de l'empereur allemand, cette victoire de la pensée démocratique, a été salué avec une joie chaleureuse et avec satisfaction.

Le manifeste de l'empereur allemand n'est pas seulement l'expression unilatérale de la volonté d'un seul, mais a revêtu une forme constitutionnelle par le fait d'avoir été contresigné par le chancelier. C'est donc un acte qui lie le gouvernement de l'Etat, et non une sorte de cadeau gracieux pour bonne tenue.

Les espérances que les partis démocratiques de l'Allemagne plaçaient sur la guerre et qui furent exprimées avec toute la clarté possible dans la dernière session du Reichstag se sont enfin réalisées. Le plus grand Etat allié de l'empire allemand abandonne les sentiers battus du passé et dirige ses pas décidés vers de nouvelles voies. Le droit électoral prussien, basé sur l'opposition entre riches et pau-

vres, auquel le gouvernement prussien se cramponnait désespérément doit désormais faire place à un droit nouveau et plus juste.

### *St-Galler Tagblatt*, 10.IV.17 :

« Il est minuit moins cinq ! » s'écria le chef social-démocrate Scheidemann, exhortant et menaçant les représentants d'une routine entêtée, à propos de la nouvelle orientation de la politique intérieure allemande. Cette image drastique nous revient à l'esprit aujourd'hui. Si agitatrice qu'ait été cette exhortation, elle s'appuyait ouvertement sur l'état d'esprit de cercles allemands très étendus. Le message de Pâques de l'empereur Guillaume, son annonce de la réforme électorale prussienne que l'on peut regarder comme le fait le plus important du jour, démontre cette capacité de lire les signes des temps dont nous parlions avant les fêtes comme d'une nécessité absolue. L'empereur Guillaume n'ayant que peu volontiers abordé ce problème, en hésitant, dont la susceptibilité illustra mainte proclamation du parti « Junker », a désormais compris que ce pas vers la rénovation devait être fait et qu'une démonstration indiscutable émanant de sa propre volonté absolue devait se produire « maintenant » ; que la chose enfin ne pouvait rester dans le vague jusqu'à la fin de la guerre. En effet, toute l'histoire de cette idée de réformes laissait subsister des doutes quand à sa réelle application. Mais maintenant, l'empereur et roi est lié à sa propre proclamation qui le sépare des espérances de l'opinion réactionnaire. Il est désormais personnellement lié à la réforme et « il faut » qu'elle se fasse de suite après la conclusion de la paix. Le fait que ce message est contresigné par le chancelier impérial montre avec force qu'il s'agit d'un acte d'Etat liant la monarchie.

### *Basler Nachrichten*, 11.IV.17. — La réforme en Prusse est assurée, car elle ne dépend pas de la personnalité du ministre-président :

Sa signification repose sur une base formelle: le rescrit, contresigné par le ministre-président responsable, est une proclamation constitutionnelle liant ceux qui l'ont édictée. Depuis longtemps déjà le peuple prussien était d'accord avec son gouvernement sur la nécessité de réformes intérieures; les opinions ne différaient plus que sur la question de savoir « quand » ces réformes pourraient être introduites. M. de Bethmann-Hollweg était d'avis qu'il fallait absolument éviter de déchaîner de vives luttes de politique intérieure pendant la guerre, tandis que les partis de gauche déclaraient ne pas douter du bon vouloir du chancelier, mais devaient exiger cependant la réalisation immédiate de ces réformes, vu que les promesses d'un ministre peuvent trop facilement tomber avec ce ministre lui-même. Le décret impérial établit un pont entre ces opinions divergentes. Il est vrai que cette proclamation maintient le principe que ce travail de réformes n'est effectivement pas possible actuellement, mais, d'autre part, il écarte tous les doutes exprimés sur cette opinion et donne toute la sécurité possible dans de telles circonstances. L'acceptation de la nouvelle orientation est désormais indépendante de la personnalité du ministre-président actuel, indépendante même de la personne du roi de Prusse actuel; c'est un engagement qui oblige la couronne de Prusse vis-à-vis du peuple.

## TURQUIE

### *Lloyd ottoman*. — L'Amérique et la guerre :

Même peu avant la rupture des relations avec l'Allemagne, l'Amérique a laissé se faire sans opposition la nouvelle aggravation du blocus de la mer du Nord, en janvier de cette année, aggravation qui pourtant a obligé l'Allema-

gne d'en revenir à la guerre sous-marine à outrance. Mais tous les appels faits par l'Allemagne à l'équité de son président afin que des deux côtés les lois de l'humanité fussent également respectées, tous les appels adressés à la puissance politique afin que les conventions réglant jusqu'en 1914 le droit international des mers fussent maintenues, tout



cela a été froidement et avec hauteur mis en oubli par l'Amérique.

Aussi l'on peut s'étonner que la guerre menaçante avec la grande agglomération d'Etats de l'autre côté de l'Atlantique n'ait, en Allemagne, provoqué une émotion pareille à celle qu'on a constatée du temps où la Roumanie adhéra à la politique ententiste; car partout en Allemagne on a le sentiment qu'un adversaire déguisé, qui depuis le commencement de la guerre a servi de suppôt à nos ennemis, s'est enfin déclaré à visière ouverte et le caractère franc de la nation allemande trouve un ennemi déclaré moins redoutable qu'un adversaire à face ambiguë.

*L'Idkam* du 31.III.17, consacre son article de fond au discours du chancelier du Reichstag. Il relève le langage clair et net avec lequel M. von Bethmann-Hollweg a démontré, à l'aide d'arguments péremptoires, que l'Allemagne, fidèle en cela au principe de non intervention dans les pays étrangers — ne nourrit aucune inimitié à l'égard du nouveau régime russe ni aucune intention de restaurer l'ancien.

*Hilal*, 2.IV.17. — Fières et fortes paroles:

Envisageant la session prochaine, l'honorable Hadji Adil bey, président de la Chambre, fait entendre quelques paroles sensées, fortes et graves, que son auditoire a plusieurs fois vivement applaudies:

Peut-être nous réunirons-nous de nouveau au milieu du

tumulte de la guerre. Mais d'ici là nous continuerons à assister à de nouveaux prodiges enfantés par cette grande nation dont la capacité et l'activité, la résolution et la vaillance s'accroissent à mesure que sa confiance en elle-même augmente et se raffermi. Notre peuple est habitué au péril et quelquefois même au malheur. Ce dont il ne peut s'accommoder, c'est la honte de la servitude. Nous pouvons nous accommoder à la pauvreté et à l'infortune; nous avons l'habitude d'aller au devant de notre destin, le cœur imprégné de foi et de résignation. Mais nous ne pouvons vivre chargés d'humiliation. S'il fallait s'y résigner, nous mépriserions la vie. Nous apprécions à sa juste valeur les succès remportés en Galicie, dans la Dobroudja, en Roumanie et en Macédoine avec la participation de nos troupes héroïques au nom du but commun. Nous envisageons avec une fière sérénité et avec courage les pertes que nous avons éprouvées et qui ne sont que provisoires. Nous combattons contre quatre grandes puissances décidées à détruire notre existence et nous montrerons dans cette lutte des prodiges de vaillance auxquels nos amis, même avec le meilleur optimisme, ne s'attendaient pas avant la guerre. Nous ne doutons pas que notre résolution et notre zèle ne soient, grâce à l'appui de la Providence divine, couronnés d'un plein succès.»

*Lloyd ottoman*, 1.III.17:

Cette attitude n'empêche nullement l'Allemagne de souhaiter et de regarder comme désirable la transformation possible de la Russie despotique en un Etat vraiment libre, conscient de sa situation et de son avenir. Une pareille Russie serait, comme l'a dit le chancelier allemand, un rempart solide et assuré de la paix.

## Bulletin d'Abonnement

Le soussigné .....

rue ....., N° ....., à .....

déclare souscrire un abonnement de ..... mois (\*) à LA REVUE

DE LA PRESSE, paraissant à Genève, 3, rue Merle-d'Aubigné. Il a envoyé

le montant de l'abonnement par mandat postal le .....

### (\*) CONDITIONS D'ABONNEMENT

UN MOIS

pour la Suisse seulement : Fr. 1. —

Le montant peut être expédié en timbres-poste.

SIX MOIS

Suisse . . . . . Fr. 4.50

Etranger . . . . . Fr. 5.50



TAILLEUR POUR DAMES  
ET MESSIEURS

S. GRUNBERG

36, RUE DU MARCHÉ, 36

GENÈVE

*Maison Charrière*

47, Rue des Eaux-Vives :: Genève

*Tabacs, Cigares, Cigarettes*

*Spécialité de*

*Tabacs Hollandais pour la pipe*

AU RUBIS



MAROQUINERIE FINE



BIJOUTERIE  
FANTAISIE

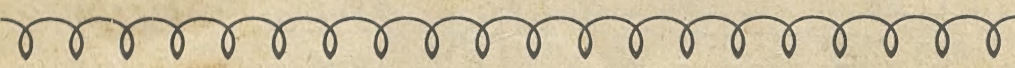


GALLÉ DE NANCY



RUE DU RHONE, 90





# *Halle aux Meubles*

*6, Rue de Berne, 6*

*GENÈVE*



*Ameublements*



*Trousseaux complets*



*Rideaux*

